



Eléphants et rhinocéros d'Afrique

Rapport analytique

C'est vers le début des années 60 que l'on commença à se préoccuper sur le plan international du sort des éléphants et des rhinocéros, lorsque les conséquences d'un braconnage effréné se firent sentir en certaines régions et plus particulièrement en Afrique de l'Est. L'UICN, le WWF et la New York Zoological Society lancèrent des enquêtes visant à établir les faits et à émettre des recommandations concernant la gestion des espèces, afin de garantir leur conservation dans un environnement naturel, sain et productif pour l'homme.

Les spécialistes des éléphants et des rhinocéros ainsi que les responsables de la conservation de la nature en Afrique et ailleurs ont examiné les enquêtes et les recommandations lors d'une réunion tenue en août 1981 par l'UICN, le WWF et le Gouvernement du Zimbabwe. Il en est ressorti que l'éléphant n'est pas actuellement menacé en tant qu'espèce mais qu'il est sur le déclin en de vastes zones de son territoire, en raison du braconnage et de la régression des habitats; certaines populations locales sont mêmes menacées.

La situation du rhinocéros africain a été jugée beaucoup plus alarmante à cause du taux dévastateur de braconnage pour sa corne. Seul le rhinocéros blanc du sud est considéré comme en sécurité.

Les études portant sur le commerce des produits issus de l'éléphant et du rhinocéros montrent que tant les prix que le volume du commerce de l'ivoire et de la corne de rhinocéros ont nettement augmenté, dans la dernière décennie.

L'Afrique est placée devant le défi que constitue l'expansion démographique et devant la nécessité d'améliorer le niveau de vie des populations. Les gouvernements africains sont encouragés à prendre maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, des décisions politiques concernant la conservation des éléphants et des rhinocéros, à la lumière de facteurs socio-économiques prioritaires et dans le cadre de plans de développement pour l'avenir. L'UICN prépare un message spécial à l'attention des chefs d'Etats et autres responsables politiques d'Afrique. Il sera accompagné d'un rapport analytique de 35 pages illustré de cartes, de graphiques et de photographies.

Le rapport sera disponible auprès du Service des publications de l'UICN, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland, Suisse. □

UICN: NOUVELLES PUBLICATIONS

Mammifères menacés: Nouvelles données

Au sein de l'UICN, le Centre de la surveillance continue de la conservation joue un rôle essentiel, assurant la surveillance continue de l'état des espèces et des écosystèmes menacés afin que des actions de conservation appropriées puissent être préparées et mises en œuvre. Le Centre, qui est responsable du *Red Data Book*, met au point un recueil de données fondamentales sur la situation des plantes et des animaux, le commerce des espèces de flore et de faune et les aires protégées. Il travaille en collaboration étroite avec le Centre du droit de l'environnement de l'UICN, sis à Bonn (Allemagne fédérale) et avec le Système de surveillance continue de l'environnement mondial (GEMS) dépendant du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ces données fondamentales seront également à la disposition d'organismes d'assistance technique, de banques de développement, de programmes régionaux pour les espèces menacées et de conventions comme la CITES afin que les pro-

blèmes et les besoins de la conservation soient pris en compte, dès le départ, dans les plans d'exploitation des terres.

Une nouvelle édition du *Red Data Book* sur les mammifères vient de paraître. Il s'agit du premier gros travail du Centre de la surveillance continue de la conservation de l'UICN récemment établi à Cambridge et à Kew (Royaume-Uni).

Ce *Red Data Book* de 560 pages sur les mammifères examine la situation des mammifères d'Amérique du Nord et du Sud et de la région australasienne (Australie, Nouvelle-Zélande et Papouasie-Nouvelle-Guinée). Il répertorie 145 taxa menacés comprenant des représentants des treize ordres de mammifères vivant dans ces trois grandes régions et met l'accent, avec plus de détails que les précédents, sur la situation présente des taxa menacés, les périls qui les guettent, les mesures de conservation mises en œuvre et celles qui s'imposent pour assurer leur conservation.

Le *Red Data Book* de l'UICN sur les mammifères est disponible en anglais au prix de 20 dollars auprès du Service des publications de l'UICN, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland, Suisse.

NOUVELLES BRÈVES

Forêts de Thaïlande en régression

Le couvert forestier de la Thaïlande a régressé de presque 50% ces vingt dernières années. En 1961, selon les statistiques officielles, 53% du pays portaient des forêts. En 1981, le chiffre ne dépasse pas 28%. Dans un rapport récent sur ce problème pour l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique, des enquêteurs des Nations Unies ont conclu que les forêts disparaissent à raison de 5060 hectares par jour, soit 1,8 million d'ha par an. A ce rythme, en l'an 2000, environ 36 millions d'ha de forêts denses auront été convertis à des activités autres que sylvicoles, selon une étude commune de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le rapport précise que l'Indonésie, premier producteur mondial de bois tropicaux d'essences décidées, perd plus de 480000 ha de zones boisées par an. Le problème est peut-être encore plus aigu en Thaïlande où plus de 320000 ha de forêts sont coupés chaque année dans un pays dont la superficie équivalait au quart de celle de l'Indonésie.

Accord sur le cachalot dans l'impasse

La Commission baleinière internationale composée de 36 nations s'est séparée le 25 mars sans être parvenue à un accord sur l'interdiction de toute chasse commerciale du cachalot. Toutes les décisions ont été ajournées jusqu'à la prochaine séance, en juillet. En juillet 1981, lors de sa réunion régulière annuelle, la Commission avait déclaré illégale la chasse au cachalot dans

l'hémisphère sud et l'Atlantique nord. Le Japon, dernier pays à pratiquer la chasse à la baleine à grande échelle, a rejeté une interdiction immédiate de chasser le cachalot dans certaines zones du Pacifique occidental, à 200 miles (300 kilomètres) de ses côtes. Le quota de chasse annuel de 890 cachalots (établi à la Réunion de juillet 1981) demeurera donc inchangé pour la région.

Nouvelle réserve à Vancouver

Le Canada a une nouvelle réserve naturelle de 34650 ha pour les lions de mer située en Colombie britannique, à Checklist Bay (à 10 kilomètres au nord-ouest de Kyuquot et au sud de la péninsule de Brooks).

Succès de l'élevage du crocodile

Les crocodiles des marais (*Crocodylus palustris*) réintroduits dans le Sanctuaire Nagarjunasagar-Srisaïlam (Krishna), dans l'Andhra Pradesh, en Inde se sont reproduits en liberté pour la première fois.

Publication trimestrielle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'UNESCO et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1979/80 DG/2.1/414/48.

N.B.: Les opinions exprimées dans le *Bulletin* sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN. Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires. Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le *Bulletin* sont priées d'écrire à la rédaction.

Imprimerie Beck, avenue Dapples 34a, 1006 Lausanne, Suisse.



Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1196 GLAND - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 13 Nos 4-5-6

AVRIL/MAI/JUIN 1982

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE PNUE, DE L'UNESCO ET DU WWF

DEPUIS STOCKHOLM

UNE DÉCENNIE DE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Par M. Mostafa Tolba

Il y a dix ans, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, cent treize nations établirent un plan d'action comprenant cent neuf recommandations dont la mise en œuvre devait remplir l'objectif de la conférence: «sauvegarder et améliorer l'environnement pour les générations présentes et à venir». La conférence créa également le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en vue d'inciter les agences gouvernementales d'assistance au développement, le secteur de l'industrie et le système des Nations Unies à tenir compte du facteur environnement à tous les niveaux de la prise de décision.

Dans quelle mesure le PNUE a-t-il réussi à convaincre les instances responsables de sauvegarder l'environnement? Avons-nous bien, moyennement ou mal travaillé? Ce ne sont que quelques-unes des questions auxquelles devaient répondre les Etats membres des Nations Unies, à la Session d'un caractère spécial réunie en mai 1982, à Nairobi. Dans la documentation préparée pour la Session, le PNUE a procédé à une évaluation franche de ses travaux, en espérant que les gouvernements et les ONG les critiqueraient de manière constructive. Ainsi, l'analyse de nos échecs, nous apprendra à éviter de tomber à l'avenir dans les mêmes erreurs tandis que l'examen de notre réussite incontestable nous permettra de répéter celle-ci dans d'autres domaines.

Le rédacteur du Bulletin m'a demandé de consacrer ce bref article au PNUE mais je dois commencer par dire que lors de la Session à caractère spécial, jugement n'a pas seulement été porté sur le PNUE mais aussi sur l'ensemble du mouvement mondial en faveur de l'environnement.

En un sens, il peut sembler impudent que des organisations de conservation comme le PNUE et l'UICN proclament leur réussite alors que ces dix dernières années ont vu la dégradation de l'environnement gagner sur presque tous les fronts. Si les lecteurs du Bulletin ont l'habitude des statistiques alarmantes sur la désertifica-

tion, la perte des terres fertiles, le déboisement, l'extinction des espèces, la pollution des cours d'eau, la destruction des zones humides, etc., il est triste de remarquer que le public, dans la plupart des cas, n'est pas suffisamment conscient des conséquences de l'épuisement, puis de la disparition des ressources, pour l'avenir de la prospérité, de la paix et de la sécurité. Si tout le monde savait ce que nous savons, les peuples forceraient leurs gouvernements à agir de toute urgence. S'ils ne le font pas, c'est en



partie parce que le PNUE n'a pas réussi à transmettre cette connaissance à l'homme de la rue et, plus particulièrement à faire comprendre la dimension internationale des problèmes de l'environnement et du développement. En 1982, aucune nation, — quelle que soit sa volonté interne — ne peut prétendre être à la fois une forteresse économique et respectueuse de l'environnement.

Si le PNUE est peu connu en dehors des gouvernements et des organismes de conservation, c'est, dans une certaine mesure, la rançon de la mission qui nous a été confiée par la Conférence de Stockholm. A l'inverse des organisations nationales du WWF, par exemple, nous ne sommes pas à même de conduire des projets sur le terrain. Nous devons convaincre les gouvernements ou les différentes agences de prendre des décisions avisées sur le plan de l'environnement. Si d'autres en retirent le bénéfice, cela n'importe guère, à condition que les gouvernements qui nous financent et devant lesquels nous devons répondre sachent que nous sommes à l'origine d'une action positive.

Le PNUE peut se targuer d'avoir contribué à la prise de conscience des milieux gouvernementaux vis-à-vis du problème de l'environnement. A la veille de la Confé-

rence de Stockholm, seuls neuf pays disposaient d'instruments légaux en matière d'environnement. Ils sont à présent cent six, la plupart dans le tiers monde. Si l'on considère que de nombreux pays en développement ont assisté à la Conférence de Stockholm en étant persuadés que la protection de l'environnement n'était qu'un des éléments d'un complot destiné à retarder encore leur développement, on ne peut que se féliciter de l'importance que ces pays attachent maintenant à la question. L'intérêt qu'ils manifestent pour notre programme, la prolifération des législations nationales sur l'environnement ou encore la création de nouvelles conventions de conservation sont autant de preuves de ce changement positif d'attitude.

Le PNUE a également eu une grande influence sur les Instituts de financement du développement. Notre rôle a été capital dans la proclamation de la «Déclaration sur le développement économique» de 1980, signée par le Fond de développement européen (FDE), la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et six autres organes multilatéraux de financement du développement qui, à eux seuls, consacrent 14 milliards de dollars par an à divers projets. Le PNUE, à l'instar de l'UICN, fournit conseil et assistance dans une multitude de domaines sans recueillir jamais de lauriers. Ainsi, nous avons récemment établi une série de directives environnementales pour les activités du PNUD concernant le financement du développement.

Suite en page 31

SOMMAIRE

Actualités	30
Editorial	31
Entretien avec Maurice Strong	36-37
A mon avis	38
Les mers régionales	39
Les pluies acides	40-41
Nouvelles brèves	44
Publications de l'UICN	43-44

TRAFFIC-JAPON OUVRE SES PORTES. Le Japon, bien souvent baptisé «pire trafiquant d'espèces menacées» est en passe de perdre ce «titre». En effet, TRAFFIC-Japon ouvre ses portes en juin. TRAFFIC (Registre d'analyse du commerce de la faune et de la flore) est un organe spécialisé de la Commission de sauvegarde des espèces de l'UICN dont la tâche principale est de surveiller le commerce international des animaux sauvages, des plantes et de leurs produits de même que de diffuser l'information, les rapports et les données ayant trait à ce sujet. L'adresse du nouveau bureau est: TRAFFIC (Japon), WWF-Japon, Yamaki building 5 F, 4-8-2 Soto Kanda, Chiyoda-ku, Tokyo, Japon.

NOUVELLE ADHÉSION A LA CITES. Le Malawi a accédé à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le 5 février 1982 (adhésion ayant pris effet au 6 mai 1982). Le Malawi devient ainsi le 77^e pays membre de la CITES.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS, UN ORYX EST NÉ EN LIBERTÉ A OMAN. Quelques semaines après la remise en liberté d'un troupeau de 10 oryx dans le désert central d'Oman, une des quatre femelles a donné le jour à un petit. «Il est encourageant de voir que la mère s'occupe du petit» a déclaré M. Ralph Daly, conseiller auprès du gouvernement d'Oman pour la conservation de la nature. Lorsque le troupeau était encore dans l'enclos, la même femelle avait mis au monde un petit mais l'avait abandonné et il avait fallu l'élever au biberon.

Cinq des oryx relâchés ont des colliers émetteurs ce qui permet aux gardiens de la tribu des Harasis de surveiller les déplacements des animaux, 24 heures sur 24. Selon les rapports des Harasis, les oryx semblent se comporter selon leurs instincts naturels. Un certain nombre de femelles sont pleines; on peut donc s'attendre à ce que le troupeau s'enrichisse de jeunes d'ici quelques mois. Les Harasis forment une petite tribu de nomades et ont été chargés par le Sultan d'Oman de protéger les oryx contre le braconnage.

En 1962, dix ans avant que le dernier oryx sauvage d'Oman soit tué, quelques éléments furent capturés et envoyés aux Etats-Unis pour y former un «troupeau mondial» protégé qui compte aujourd'hui plus de 150 oryx. Ce sont dix animaux issus de ce troupeau qui ont été réintroduits à Oman. Le projet est dû à l'initiative de l'UICN en collaboration avec la Société pour la préservation de la faune et avec le concours financier du WWF. Actuellement, la Jordanie prépare un site, dans le désert d'Azraq en vue d'un programme de réintroduction de l'oryx placé sous le patronage conjoint de l'UICN et du WWF.

LES PINGOUINS DE PATAGONIE SAUVÉS D'UN PÉRIL. Un projet relatif au massacre de 48000 pingouins de Magellan (*Spheniscus magellanicus*) sur les côtes de Patagonie, en Argentine, a heureusement été contrecarré. La société argentine-nipponne Hinode qui se préparait à tuer 48000 oiseaux en deux ans, à partir de mars 1982, y a renoncé. Les pingouins devaient être sacrifiés pour leur chair riche en protéines et leur peau devait servir à la fabrication de gants. La viande était surtout destinée au marché japonais. Pourquoi ce projet a-t-il été abandonné? Il semble que les violentes réactions des organismes de conservation, des scientifiques concernés et de la communauté internationale aient joué un rôle capital en la matière.

Au début de mars 1982, l'UICN est intervenue en faveur des oiseaux, envoyant des télégrammes au président de la république d'Argentine, Leopoldo Galtieri, et aux divers responsables locaux de la province de Chubut en Patagonie où devait avoir lieu le massacre. L'UICN a mis les autorités respectueusement en garde contre toute action hâtive autorisant l'exploitation et a suggéré d'une part, de conduire des études sérieuses sur la productivité et les conséquences de l'opération et, d'autre part, d'entreprendre une estimation de moyens d'exploitation non destructeurs afin d'éviter des effets désastreux pour cette ressource de valeur. Depuis, L'UICN a reçu de nombreux messages de félicitations émanant des organismes de conservation argentins.

LA MORT DES RHINOCÉROS DE JAVA EST-ELLE LIÉE AU CHARBON? Cinq des soixante rhinocéros de Java restant dans le monde ont été découverts morts en Indonésie. A la demande du Gouvernement indonésien, le professeur Rudolf Schenkel de l'université de Bâle en Suisse s'est rendu sur place au début du mois de mars pour participer à une enquête avec Haerudin Sajudin, spécialiste des rhinocéros.

Les premiers rhinocéros sont morts en décembre dernier. «Tout s'est passé en l'espace d'un mois et demi» a déclaré Schenkel. «Les cinq rhinocéros sont morts de la même manière, dans un périmètre de six à huit kilomètres, dans l'isthme d'Ujung Kulon».

Après la découverte du premier cadavre, on pensa à un virus, la septicémie épizootique. Cependant «cette thèse fut rapidement rejetée car ce virus s'attaque aux ongulés et aurait dû en tuer un grand nombre. Or, on ne découvrit aucun banteng mort dans la région». De toute évidence on ne se trouvait pas non plus devant des cas de braconnage car les cornes inestimables étaient intactes. Il était en outre «improbable que nous ayons affaire à un empoisonnement dû à la présence de déchets toxiques dans l'eau de mer (il arrive que les rhinocéros absorbent de l'eau de mer pour le sel qu'elle contient). Nous pensons donc qu'il s'agit d'une maladie endémique qui se trouvait en état de dormance et qui a été réactivée par des conditions climatiques extrêmes».

Les spores du charbon ont la faculté de rester inactives dans la terre pendant des années pour redevenir actives après de fortes pluies comme celles qui ont récemment inondé le Parc national d'Ujung Kulon, isolé du reste du pays et qui est le seul habitat du rhinocéros de Java. Des poussées localisées de charbon ont été observées il y a plusieurs dizaines d'années.

Le rhinocéros de Java est l'espèce la plus rare des cinq qui survivent. Autrefois, son habitat couvrait toute l'Asie du Sud-Est, la Birmanie et l'est de l'Inde. Soumis à une chasse intensive pour sa corne, élément essentiel des préparations pharmaceutiques chinoises, il n'a pu survivre que dans les jungles épaisses d'Ujung Kulon. Les travaux du Dr Schenkel confirment également que l'alimentation du rhinocéros s'est modifiée ces dernières années: «entre 1967 et 1970, nous avons établi que le rhinocéros mangeait surtout de jeunes arbres et des arbustes. Une étude menée en 1979-1980 montre qu'il consomme maintenant surtout des vignes et, pour la première fois des arbres de mangrove et même des feuilles de pandanus que nous avons retrouvées dans l'estomac des animaux morts».

La population de rhinocéros de Java ne comptait que 25 individus en 1967. A la suite du programme de l'UICN/WWF dirigé par le Dr Schenkel pour la protection du rhinocéros et de son habitat, on dénombrait 60 rhinocéros en 1981.

NOUVELLE LÉGISLATION BRÉSILIENNE SUR L'ENVIRONNEMENT. Le président de la République du Brésil, Joao Figueiredo, a annoncé qu'une loi sur la politique nationale de l'environnement serait adoptée en 1982. Il a déclaré que le Brésil préparerait ensuite une législation harmonisée sur la gestion et l'exploitation des bassins fluviaux de même qu'une loi sur le zonage économique et écologique de la région amazonienne. Cette déclaration a été faite lors de la cérémonie d'attribution du prix J. Paul Getty, en mars à Brasilia. Les lauréats, pour 1982, du prix J. Paul Getty pour la conservation de la faune sont Maria Tereza Jorge Padua, conseillère à l'UICN, et le Dr Paulo Nogueira Neto.

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

**M. Lee Talbot,
Directeur général de l'UICN
examine le rôle de l'Union à la
Conférence de Stockholm.**

Le dixième anniversaire de la Conférence historique de Stockholm a donné lieu à maintes évaluations de la politique de l'environnement et des orientations choisies dans la décennie qui s'achève, évaluations émanant d'individus ou d'organismes concernés ayant adopté des points de vue personnels. Il est donc inutile de procéder ici au même genre d'étude, toutefois, le moment semble bien choisi de répondre à la question tant de fois posée: quel fut le rôle de l'UICN à la Conférence de Stockholm?

La conférence a mis les gouvernements devant la nécessité non seulement de comprendre ce qu'est l'environnement mais aussi de se doter des instruments et des connaissances indispensables en la matière. La majorité des Etats présents ne s'étaient jamais préoccupés de l'environnement et une des idées de génie de la Conférence fut d'exiger de chaque participant qu'il présente un état de l'environnement dans son propre pays. En conséquence, ceux qui n'avaient jamais envisagé l'environnement comme une priorité ou ne s'étaient même jamais sentis concernés par la question eurent toutes les peines du monde à trouver chez eux quelqu'un ayant des connaissances sur le sujet. Or, l'UICN avait déjà vingt-quatre années d'expérience dans ce domaine, les gouvernements se tournèrent donc vers les experts de l'Union.

Ces derniers restèrent en contact pendant la période de préparation de la Conférence et, lors de la réunion de celle-ci, les liens qu'ils avaient tissés entre les diverses délégation — et je me réfère ici aux délégations officielles et non aux ONG — fournirent un cadre qui contribua à faciliter l'action. A l'époque, j'étais chargé de la liste des délégués officiels et découvris qu'environ 95 pourcent des délégations comptaient dans leurs rangs des personnalités qui avaient participé aux travaux de l'UICN. C'est pourquoi, chaque fois que surgissaient des conflits, au cours des débats, nous pouvions (dans les coulisses, en fait) passer par-dessus les barrières politiques et discuter sans ambages avec des interlocuteurs que nous connaissions de longue date. A mon avis, les travaux antérieurs de l'UICN et le réseau d'experts que l'Union avait déjà constitué fournirent une base solide et irremplaçable qui contribua grandement au succès de la Conférence. L'UICN fournit également une grande partie de la matière sur laquelle travailla la Conférence. C'est l'Union qui avait proposé et préparé la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages

EDITORIAL HISTOIRE DE LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM



L'ouvrage de Peter Stone, *Did we save the Earth at Stockholm: the people and the politics of the Conference of the Human Environment* constitue une des meilleures analyses de la Conférence de Stockholm et des raisons de sa réussite.

Dans son introduction, Sir Peter Scott déclare que cette conférence est au nombre des plus importantes jamais réunies bien qu'elle n'ait été qu'un pas sur la voie de la sauvegarde de la Terre. «La Terre est trop importante, conclut-il, pour que son sort soit entre les mains des politiciens et à plus forte raison entre celles des écologistes. La Terre est à nous tous». Peter Stone fut le conseiller à l'information de Maurice Strong, Secrétaire général de la Conférence. Son livre, bien documenté, contient les vingt-six principes de la Déclaration de la Conférence de même que les cent-neuf résolutions et recommandations. Le texte est enrichi d'avis et de commentaires personnels et toutefois ne répond pas à la question fondamentale posée par le titre. Mais peut-être est-il inutile d'y répondre tant il est certain que l'héritage de Stockholm se fera sentir pendant longtemps encore.

Le livre de M. Stone peut être obtenu auprès de Friends of the Earth, 1045 Sansome, San Francisco, Californie 94111, Etats-Unis. Relié: 10 dollars; broché: 5.95 dollars.

Participants à la Conférence de Stockholm, en 1972, montrant un moyen de réduire la pollution. Crédit: John Taylor, World Council of Churches

menacées d'extinction (CITES). La première proposition datait de 1961 et, vers le milieu des années 60, le premier projet fut élaboré et distribué. Au moment des préparatifs de la Conférence de Stockholm, il était déjà pratiquement prêt. L'UICN fut également à l'origine de la Convention sur le patrimoine mondial. Avant la Conférence, l'ONU convoqua plusieurs réunions préparatoires; celles qui portaient sur la conservation étudièrent plus particulièrement les conventions qui furent ensuite incorporées dans le plan d'action de la Conférence de Stockholm. En l'espace d'une année, elles furent négociées et adoptées. Il est donc à mon avis indéniable que, même si sa présence à Stockholm n'était pas «visible», l'UICN, par ses travaux et son réseau d'experts unique, a joué un rôle essentiel pendant la conférence et dans les résultats obtenus par celle-ci.

Suite de la page 29

Nos détracteurs semblent oublier le fait que notre organisation est relativement jeune. Ayant été la première agence des Nations Unies installée dans le tiers monde, elle a connu quelques difficultés. Il a fallu du temps, exception faite du Programme pour les mers régionales, pour que s'imposent toutes nos entreprises. Mais on peut affir-

mer, à juste titre, que les projets tels qu'Infoterra, le Système de surveillance continue de l'environnement mondial (GEMS), le Programme d'éducation environnementale et le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (IRPTC) progressent à grands pas, facilitant une prise de décision avisée en matière d'environnement.

Nos moyens sont malheureusement limités. En effet, à travers le monde, nous disposons d'environ 180 experts, moins que certains gouvernements locaux: les services suédois de l'environnement ont 500 employés et, en France, la totalité du personnel chargé de l'environnement est estimée à 5000 personnes. Lors du Forum des ONG à Nairobi, de la Session d'un caractère spécial et du dixième Conseil de direction, nous souhaitons que les gouvernements et les organisations de conservation critiquent les travaux du PNUE dans l'espoir que ces réunions feront naître un plan d'action pratique qui permettra au PNUE et à ses partenaires du mouvement de la conservation de s'attaquer aux formidables problèmes de l'environnement, auxquels nous aurons à faire face dans la décennie à venir.

Le Dr. Mostafa Tolba est le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

NOUVELLES INTERNES

MISSION DE L'UICN DANS LE BASSIN DE LA KAGERA

Le Bassin de la Kagera est une région de 60000 km², partagée entre le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et l'Ouganda, dont le développement est vital pour la mise en valeur agricole et la production d'électricité de ces pays.

Dans la région, la pression démographique est intense: le Burundi et le Rwanda ont la plus forte densité d'Afrique avec respectivement 150 et 180 habitants au km² et une croissance de l'ordre de 3%. Les gouvernements ont lancé de vastes campagnes d'espacement des naissances mais se heurtent à l'inertie de la population. On s'attend donc à ce que celle-ci, estimée à 6.7 millions en 1980 atteigne 12.1 millions d'ici l'an 2000, avant que l'on puisse espérer stabiliser la situation.

En 1977 s'est constitué l'organisme du Bassin de la Kagera (OBK) qui a été chargé de coordonner les travaux. Le projet de développement concerne surtout l'agriculture, la production d'énergie, les transports, le secteur industriel, la sylviculture et la pêche.

En avril, une mission de l'UICN s'est rendue dans la région dans le but de prendre contact avec l'OBK, certains ministères, les universités et d'autres institutions. L'objectif était d'élaborer un programme détaillé concernant la création d'un Centre de surveillance continue et de formation environnementale pour le Bassin et ses environs. C'est la première phase d'un vaste programme de trois à cinq ans visant à mettre sur pied une unité complète et autonome de surveillance continue et de planification environnementale. Les res-

sources vivantes fragiles de la région seront ainsi prises en considération et intégrées au processus de développement planifié mis en œuvre par l'OBK pour la prospérité des populations locales.

La mission était dirigée par le professeur Michel Maldague de l'université Laval au Québec, membre actif de la Commission de l'éducation de l'UICN. Il était assisté par le Dr. Alan Rodgers de l'université de Dar-es-Salaam. Le rapport de mission sera terminé en juin et soumis à l'UICN d'une part, et à M. Lwehabura, Secrétaire exécutif de l'OBK, d'autre part. Des entretiens ulté-

rieurs auront lieu entre l'UICN, l'OBK et, éventuellement, d'autres parties susceptibles de financer le projet. On espère que la phase principale du programme sera mise en œuvre cette année.

Le projet, préparé et coordonné par le Centre de la conservation pour le développement (CCD) de l'UICN grâce au financement de la Swedish International Development Authority, est le principal d'une série de projets de coopération qui seront élaborés par le CCD et la Commission de l'éducation de l'UICN. Celle-ci jouera un rôle de premier plan pendant la durée du projet. □



M. Maldague et Alan Rodgers discutant des plans avec les responsables de l'Organisme du Bassin de la Kagera. Crédit: M. Cockerell

STRATÉGIE NATIONALE POUR L'AUSTRALIE



Par le Dr. Donald McMichael

L'Australie a fait le premier pas important vers l'adoption d'une Stratégie nationale de la conservation. Plus de deux cents délégués représentant le secteur industriel, le gouvernement, l'Université et des organismes de défense de l'environnement non gouvernementaux se sont réunis à Canberra en décembre dernier pour participer à un Séminaire national.

Les participants ont épluché dix neuf documents traitant, entre autre, d'agriculture, de sylviculture, de tourisme et de loisirs, de planification et de législation. La réunion de quatre jours, menée dans un esprit unitaire a conduit au réexamen des documents préparés et à l'élaboration de

documents analytiques recommandant d'entreprendre des actions prioritaires en vue d'améliorer l'attitude de l'Australie vis-à-vis de la conservation des ressources vivantes.

Ces activités résultent de l'adoption enthousiaste par les Autorités fédérales et locales de la recommandation de la Stratégie mondiale de la conservation qui préconisait la préparation de Stratégies nationales. Le Comité directeur national constitué de représentants du Gouvernement fédéral et des Gouvernements des Etats a maintenant la mission de traduire les travaux du Séminaire en une Stratégie définitive bénéficiant d'un large soutien de la communauté et du Gouvernement.

La prochaine étape concernera la publication en deux parties des documents du Séminaire national qui seront présentés à la communauté pour être commentés: les documents sectoriels réexaminés et les documents analytiques portant sur les actions à entreprendre. On souhaite que les documents sectoriels forment la substance d'un ouvrage de référence et que les documents analytiques servent à l'élaboration de la Stratégie.

Un groupe de travail constitué sous l'égide du ministère fédéral de l'Intérieur et de l'Environnement analysera les différents apports de la communauté, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements des Etats et du puissant Conseil commun des Etats et de la Fédération. Le groupe de travail préparera alors un projet de Stratégie qui sera discuté en profondeur lors d'une importante Conférence nationale qui se réunira à la fin de 1982. Après addition des divers amendements, la Stratégie sera soumise aux Gouvernements des Etats et au Gouvernement fédéral, en 1983.

Il est évident qu'il y a beaucoup à faire avant que l'Australie ait une Stratégie nationale de la conservation acceptée par tous mais le Séminaire national récent a donné l'élan nécessaire et autorise un certain optimisme. □

M. Donald McMichael est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles scientifiques sur la zoologie, la conservation et l'environnement. Depuis 1978, il est Secrétaire au ministère australien de l'Intérieur, à Canberra. Il a également été vice-président, conseiller régional, membre du Bureau et trésorier de l'UICN.

NOUVELLES INTERNES

CONSERVATION DE LA FLORE MENACÉE

PRÉPARER L'AVENIR

Par Hugh Synge



Quel est le point commun entre le *Pico de Paloma*, la renoncule de Castle Hill et la *Marsh rose*? Ce sont trois espèces de la flore qui, autrefois menacées, sont aujourd'hui parmi les rares plantes sauvées. L'UICN estime que 25000 à 30000 plantes différentes sont probablement rares ou menacées d'extinction et que la pression exercée sur leurs habitats ne faiblissant pas, leur nombre ne cesse d'augmenter. Le sort de nombre d'entre elles sera réglé dans la prochaine décennie. Pour prévenir les nombreuses disparitions, les botanistes devront œuvrer à la sauvegarde des habitats, en collaboration beaucoup plus étroite avec les responsables des forêts et les conservatistes. Seuls les botanistes sont à même de reconnaître qu'une espèce est en danger et de localiser son habitat; seuls les administrateurs des forêts et des terres ont le pouvoir de protéger les sites précieux où apparaissent ces plantes.

En dix ans, la récolte des données a bien progressé. En 1970, seule la Belgique avait, à ma connaissance, établi une liste de plantes menacées; seul Ronald Melville préparait un catalogue global de la flore menacée et il n'existait que de rares documents traitant de la conservation de la flore. Aujourd'hui, presque tous les pays du «Nord» tels qu'ils sont définis par le rapport Brandt — y compris l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud — ont publié des *Red Data Books* répertoriant la flore locale menacée (l'exception la plus significative étant le Japon). Plusieurs nations du «Sud», qui possèdent la majorité des espèces de la flore mondiale, établissent leur propre liste. L'Inde s'est lancée dans un programme ambitieux, la Thaïlande a des projets à ce sujet et le Comité des plantes menacées de l'UICN prépare des listes pour les Etats d'Afrique tropicale et d'Amérique centrale de même que pour un grand nombre d'archipels. Le degré de coordination entre les différents programmes est également très élevé, les Etats-Unis étant presque les seuls à ne pas reconnaître les catégories du *Red Data Book* de l'UICN comme critère de danger pesant sur chaque espèce. A ce jour, l'ordinateur de l'UICN/WWF installé à Kew, Grande-Bretagne, retient 5146 espèces rares et menacées et on pourrait en inclure encore autant, figurant dans les divers rapports.

La conservation de la flore elle-même n'est plus perçue de la même manière. Le temps est révolu où les plantes rares étaient considérées comme les enfants chéris d'une élite de botanistes. Un groupe de travail, réuni en Inde pour traiter de la conserva-

tion des plantes tropicales en Asie du Sud-Est, a démontré que la conservation de la flore fait partie intégrante du développement économique. Ainsi, l'Inde utilise environ 1000 de ses espèces sauvages dans des préparations pharmaceutiques; beaucoup d'entre elles se raréfient et se dégradent génétiquement. Les Indiens utilisent la plupart des espèces communes, en particulier comme combustibles: la disparition de la végétation les touche donc directement. Beaucoup de plantes sauvages déclarées d'intérêt mineur dans les ouvrages sont extrêmement importantes pour les populations qui en font usage: rotin, chaume, bambou, épices, gomme, résines, la liste est longue. La plupart de ces plantes sont ignorées par les programmes de conservation des plantes utiles de la FAO et ne reçoivent pas non plus l'attention qui leur est due de la part des conservatistes. Toutefois, c'est dans l'avenir de ces plantes que se trouve le lien entre un développement durable et la conservation immédiate de la flore.

De grands progrès ont été faits eu égard à la création de parcs nationaux et autres aires protégées, en particulier sous les Tropiques. Le Corcovado au Costa Rica et le Gunung Mulu en Malaisie, parmi d'autres, sont riches en espèces. Cependant, les données relatives aux espèces individuelles sont généralement inexistantes et ces régions ont été choisies — décision louable — pour leur type de végétation et la diversité de la flore plutôt qu'à des fins de protection d'espèces menacées. En réalité, dans de nombreux pays tropicaux, le concept de «plante menacée», pour avoir un sens, devrait être élargi. Dans les forêts tropicales humides, les foyers d'endémicité restreints qui caractérisent la flore méditerranéenne et la flore tempérée font place à un habitat très étendu sur lequel n'apparaît pas plus d'un spécimen ou deux par hectare. Il est donc impossible de comparer la menace qui pèse sur un site à celle qui pèse sur les espèces. Quand une forêt est mise en exploitation, presque toute la flore est menacée. Pour ma part, je préfère l'expression «plantes du ressort de la conservation», concept plus large et moins rigide qui permet d'englober les plantes utiles à l'homme.

Si la conservation *in situ* des plantes menacées en est encore à ses balbutiements, la conservation *ex situ* a énormément progressé. Les jardins botaniques ont vu leurs activités séculaires de classification et de culture d'échantillons de plantes prendre un nouvel essor; ils se sont en outre découvert un rôle de pionniers dans le mouvement de conservation de la flore. Dans les pays pauvres, les jardins botaniques contribuent de plus en plus au développement en conservant les plantes utiles, en les domestiquant et en les cultivant mais aussi par leurs travaux de recherche écologique et taxonomique. A Kew, deux conférences ont donné une impulsion à ces nouvelles orientations et l'UICN dirige maintenant une petite organisation servant de lien entre

les divers jardins botaniques intéressés au problème de la conservation. Environ 120 jardins y sont affiliés et le réseau ne cesse de s'étendre.

Les jardins botaniques ont tendance à mettre sur pied leurs propres réserves naturelles, idée qui prend tout son sens lorsque l'on a affaire à un site restreint contenant des espèces menacées. La conservation à l'échelle du jardin botanique est parfois le seul moyen de mettre une espèce sur la voie de la guérison.

Les jardins botaniques ont accordé encore peu d'attention à l'éducation du public auquel il faut enseigner l'importance de la conservation de la flore. A cet égard, l'UICN et le WWF pourraient jouer un rôle de premier plan et s'efforcer de trouver le moyen de venir en aide aux jardins. Kew reçoit, à lui seul, environ un million de visiteurs par an.

Depuis 1972, beaucoup de choses ont changé mais les menaces ne cessent de s'amplifier et les aires protégées ne constituent qu'une fraction des sites importants. L'élargissement du domaine de la conservation, préconisé par la Stratégie mondiale de la conservation, s'avère donc essentiel pour la sauvegarde de la flore. Et le resserement des liens unissant la conservation au développement ne l'est pas moins. Faute de comprendre cela, les efforts de conservation s'essouffleront dans de nombreux pays.

Il est donc grand temps de changer l'orientation des travaux de l'UICN en matière de conservation de la flore pour passer du recensement des données à l'action. Aucun projet global du WWF n'a encore été mené à terme sur le terrain et il n'y en a pas en préparation. Le champ est donc libre. Si une petite équipe travaillant à plein temps sous direction centralisée est plus efficace pour recueillir les données, les campagnes et, en particulier, les réalisations de la Commission de sauvegarde des espèces ont démontré qu'un comité à la structure solide, composé d'experts bénévoles venus de différents pays est mieux à même d'élaborer les projets et de mobiliser les ressources nécessaires à l'action.

Il importe naturellement de continuer à recueillir les données, à bonne cadence — tâche du Centre de la surveillance continue de la conservation de l'UICN — mais il ne faut pas pour autant perdre de vue toutes les possibilités offertes par l'action sur le terrain. Pour le Centre, le seul critère de réussite réside dans le fait que les données soient mises à profit. Le temps mis à localiser et identifier une espèce menacée a augmenté. En effet, les plantes les plus simples et les mieux connues sont répertoriées tandis que moins de la moitié des espèces présumées menacées est connue. Il se peut qu'il devienne impossible d'identifier nombre d'entre elles dans un proche avenir ce qui met l'accent sur la nécessité d'encourager la recherche et l'exploration botaniques à long terme tout en accélérant les actions de conservation à court terme. A quoi bon avoir les données si les habitats ont disparu? □

COMMISSION DE L'ÉCOLOGIE: RÉUNION

Le début du printemps a été une période très active pour la Commission de l'écologie de l'UICN qui s'est réunie du 17 au 21 mars à l'université fédérale de Sao Carlos, au Brésil.

C'est le professeur William Saad Hossne, recteur de l'Université fédérale qui a inauguré la séance. Le professeur Engelhardt a présenté un compte-rendu de la mission de l'UICN, en mars 1982, dans le nord-est de l'Espagne, dont l'objectif était d'évaluer pour le gouvernement de Catalogne, l'intérêt écologique de la région située entre les fleuves Muga et Fluvia, une des dernières grandes zones humides du pays. Le groupe de l'UICN a examiné les conséquences que pourraient avoir l'aménagement pour le tourisme et la construction d'une marina sur les ressources hydrologiques, sur la faune et sur la flore locales.

La Commission a réexaminé un projet de document préparé par Mme Jennifer Baker, présidente du groupe de travail sur la pollution pétrolière. Le document, premier d'une série portant sur l'impact de la pollution pétrolière sur les ressources vivantes, paraîtra en supplément de «The Environmentalist».

Les membres de la Commission ont étudié un certain nombre de rapports préparés par les groupes de travail et qui couvraient une vaste gamme de thèmes, notamment l'écologie du littoral et des océans, les polluants de l'environnement, un examen de la Stratégie mondiale de la conservation, les migrations, la réintroduction des espèces, la gestion des montagnes et des bassins fluviaux, le développement rural et les modes de vie traditionnels. Le Dr Tom Lovejoy a présenté le projet final d'un document de principe préparé à la demande du PNUE sur les précipitations et le recyclage de l'eau dans les forêts tropicales humides et, en particulier, dans le Bassin de l'Amazonie.

Le professeur L. Hamilton a préparé un programme audio-visuel, «Comprendre les écosystèmes de mangroves», disponible depuis mai 1982. D'autres programmes sont en préparation, notamment «Mauvaise gestion écologique et désastres naturels» et «Les forêts tropicales humides». Ces derniers sont élaborés en collaboration avec la Commission de l'éducation de l'UICN.

Le professeur O. Soemarwoto organisera un Symposium sur le développement rural, la conservation et les modes de vie traditionnels dans le cadre de la réunion de la Commission qui aura lieu du 3 au 7 octobre 1982, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut d'écologie de l'Université de Padjadjaran, à Bandung en Indonésie. □

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

La Commission de l'éducation (CEdu) prévoit de mener à bien les tâches suivantes pour 1982-1984:

- créer des groupes de travail pour les pays tropicaux;
- continuer à fonder des comités nationaux;
- élaborer un Plan mondial d'éducation environnementale afin de renforcer la SMC;
- appliquer les projets en cours et en élaborer de nouveaux;
- fournir une assistance technique sur demande.

Nouvelles des membres de la CEdu

Le Dr Albert Baez, président de la Commission, a récemment participé à trois séminaires internationaux:

- Communication et Science, au Mexique;
- La Créativité et l'Éducation scientifique, au Costa Rica;
- La Conférence de Tyndal sur l'écologie, en Irlande.

Le Dr Baez s'est entretenu avec des éducateurs environnementaux au Costa Rica et en Irlande et ces entretiens ont débouché sur la création de comités nationaux. Il existe des comités nationaux en Argentine, en Australie, au Canada, en Chine, en Tchécoslovaquie et à Oman.

CPE: Promotion de la SMC

Dans le cadre de son programme continu, la Commission de la planification environnementale (CPE) envoie chaque année des missions de consultation dans les pays en développement, pour les aider à mettre en œuvre la Stratégie mondiale de la conservation.

Récemment a pris fin une mission en Tanzanie. Le Gouvernement tanzanien, représenté par son ministère des Ressources naturelles et du Tourisme, a demandé à l'UICN et à la CPE de l'aider à identifier les besoins de la conservation dans son pays et de proposer des instruments d'action sur une base qui pourrait constituer un cadre pour une Stratégie nationale de la conservation.

M. Marc A. Erbetta, ancien conseiller à la gestion environnementale auprès de l'Autorité du développement économique à Dodoma, Tanzanie, a été nommé consultant pour une mission.

Le rapport présente un aperçu de la situation actuelle en Tanzanie à la fois du point de vue de l'environnement et des institutions. Il comprend les observations d'un nombre représentatif de personnalités tanzaniennes sur les obstacles rencontrés par la conservation dans le pays. Le rapport se

termine sur des suggestions concrètes (programmes d'éducation environnementale, amélioration de la technologie et des méthodes de cuisine afin d'alléger la pression pesant sur les ressources forestières, etc.) concernant la résolution de certains des problèmes les plus graves.

Une autre mission a été mise sur pied pour aider le gouvernement du Honduras à organiser un Séminaire gouvernemental sur la Stratégie mondiale de la conservation par rapport au Honduras. Le consultant de la CPE pour cette mission est Murray Silberman, ancien conseiller spécial du président du Costa Rica. A cette occasion, la CPE a préparé une version espagnole de ses «Lignes directrices pour la mise en œuvre de la SMC». Les copies de ces lignes directrices (en français, en anglais et en espagnol) sont disponibles sur demande auprès du secrétaire exécutif de la CPE, UICN, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland.

Réunions

Une conférence mondiale sur l'éducation environnementale aura lieu au Caire, du 3 au 9 octobre 1982. Pour tout renseignements, s'adresser au Secrétaire exécutif de la Commission de l'éducation de l'UICN à Gland, Suisse.

Publications

L'ouvrage *Energy and Environmental Education — The European Experience* a été publié par Science Reviews Ltd, 40 The Fairways Northwood, Middlesex, HA6 3DY, Royaume-Uni. □

Le Secrétaire exécutif de la Commission a participé à une conférence internationale sur l'éducation environnementale organisée par le WWF-Suisse et à laquelle étaient présents les présidents des sections nationales du WWF. Dans une recommandation importante, il a été demandé à la Commission de l'éducation d'élaborer un Plan mondial d'éducation environnementale.

Mme Annette Greenall (P.O. Box 13, Aranda, ACT 2514, Australie) serait heureuse de recevoir des comptes rendus des diverses activités d'éducation environnementale pour le répertoire de la CEdu. Le professeur Huen-pu Wang (Institut de botanique de l'Académie Sinica, 141, Hsi Chih Min Wai, Ta Chie, Beijing, Chine) a besoin de documents pour une exposition sur la conservation organisée au musée de Beijing.

La CPE se prépare à organiser d'autres missions d'assistance, en collaboration avec le Centre de la conservation pour le développement de l'UICN afin de promouvoir l'élaboration de stratégies nationales de la conservation. Ainsi, les requêtes des gouvernements du Belize, des Fidji et du Népal ont été accueillies favorablement. □



Les Réunions régionales bisannuelles de la CPNAP se déplacent entre les huit régions biogéographiques mondiales. La Réunion de juin a eu lieu dans les Montagnes Rocheuses (région néarctique). Crédit: WWF

CPDAE-CDE: MISE À JOUR

Le texte suivant émane de la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement (CPDAE) et du Centre du droit de l'environnement (CDE).

Un examen des moyens et mesures pouvant aider les gouvernements — par le biais des traités internationaux et des législations nationales en vigueur — à dissuader le braconnage de la baleine qui ne serait pas du ressort de la Convention baleinière internationale paraîtra bientôt dans les Documents des politiques et du droit de l'environnement de l'UICN.

Conformément à la volonté de la réunion des Parties, un premier protocole d'amendement pour la Convention sur les zones humides d'importance internationale en particulier comme habitat de la sauvagine est en préparation. Il a pour objet d'introduire de nouvelles versions authentiques du texte, afin de faciliter l'accession d'autres Etats à la Convention. Il prévoit également une clause d'amendement. Le projet sera bientôt distribué aux Parties contractantes. Sur le plan «national», Malcolm Forster, membre de la CPDAE a terminé le *National Trust Commission Bill* pour le Swaziland. Barbara Lausche a bien avancé sur les propositions concernant le projet de législation pour les réserves de la biosphère. □

CPNAP: SÉANCE DE TRAVAIL PRÉVUE EN JUIN

La 20^e séance de travail de la CPNAP aura lieu au Parc national de la Paix de Waterton-Glacier et à Kalispell, Montana, aux Etats-Unis, du 18 au 25 juin 1982.

Elle traitera du domaine néarctique et célébrera le 50^e anniversaire de la fondation du Parc international de la Paix de Waterton-Glacier. Un symposium de trois jours se déroulera sur le thème: «Vers une réserve de la biosphère: examen des relations entre les parcs et les territoires avoisinants». Des réunions de travail seront consacrées au Congrès mondial sur les parcs nationaux, à l'inventaire et à la surveillance continue des aires protégées de la région néarctique, aux actions prioritaires à entreprendre pour compléter le réseau d'aires néarctiques protégées et à la gestion des aires protégées se trouvant de part et d'autre d'une frontière internationale.

INVENTAIRE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PRÉPARATION

En coopération avec le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco, la CPNAP établit une liste des sites potentiels du patrimoine mondial. Répertoire des merveilles naturelles, elle comprendra quelque 200 sites choisis sur recommandation de personnalités du monde entier. Toute suggestion peut être adressée au Secrétaire exécutif de la CPNAP, à Gland, Suisse.

MISSION DE LA CPNAP EN TUNISIE

En mars, M. Franco Tassi, membre de la CPNAP pour le Parc national des Abruzzes en Italie, a dirigé une mission en Tunisie, sous l'égide du PNUE. Il s'agissait de conseiller le gouvernement tunisien sur l'élaboration du programme de travail et du budget d'un Centre national des aires spécialement protégées de la Méditerranée. □

MEMO DE LA CSE

Les présidents des groupes spécialisés d'Europe se rencontreront le 2 juillet au Wildfowl Trust de Slimbridge, Royaume-Uni. Les présidents des groupes de travail de la CIPO et du BIRS sont conviés à la réunion.

Les présidents de groupes pourront parler de leurs problèmes et les nouveaux présidents recevront des informations fondamentales sur l'UICN, la CSE, les groupes spécialisés en fonction et le nouveau programme de la CSE. Sir Peter Scott, président honoraire de la CSE inaugurera la réunion à 10 h. 30. Pour tout renseignement, contactez Mme Anne Mayo, The Herbarium, Royal Botanic Gardens, Kew, Richmond, Surrey TW5 3AE, Royaume-Uni; tél. 01 940 11 71). □

LE PRIX PETER SCOTT DU MÉRITE

La Commission de sauvegarde des espèces a décidé de rendre hommage aux efforts notables en matière de conservation. Un prix sera accordé en reconnaissance d'un acte, d'une série d'actions ou d'une activité entretenue pendant une période prolongée. Il pourra récompenser une personne seule, plusieurs personnes, une organisation ou une institution. L'action, si modeste soit-elle en termes absolus, devra constituer une contribution particulièrement significative et remarquable pour la conservation de la faune et de la flore sauvages, en particulier (mais pas exclusivement) les taxa en danger, menacés ou sujets à l'exploitation humaine. Le prix sera attribué régulièrement par le président de la CSE, sur recommandation

d'un comité consultatif. Il s'agira d'un certificat ou d'une citation de même que d'une récompense matérielle jugée appropriée.

En hommage au président honoraire de la Commission, ce prix portera le nom de Prix Peter Scott du Mérite.

La CSE, lors de sa 57^e réunion à Christchurch a recommandé que deux prix soient décernés cette année, le premier à David Bramwell du Jardin botanique des Iles Canaries pour ses efforts de conservation couronnés de succès et l'autre à Nick Carter pour avoir mis au point le système de veille permettant de repérer les actes de braconnage contre les baleines et d'y mettre fin. □

SYMPOSIUM SUR L'AMAZONIE

Le 18 mars a eu lieu au Brésil un Symposium sur les structures écologiques et les problèmes de l'Amazonie, organisé conjointement par l'université fédérale de Sao Carlos et la Commission de l'écologie de l'UICN. La rencontre a réuni les meilleurs spécialistes des problèmes de conservation concernant la région. Au nombre des thèmes traités, on a pu noter: l'aspect de la distribution des vertébrés supérieurs en Amérique

Latine tropicale, l'hydrographie et les habitats aquatiques de la région amazonienne, la conservation en Amazonie notamment les problèmes de dimensions minimales des réserves et des centres d'endémicité. Les textes du Symposium seront publiés en anglais et en portugais. Pour d'autres détails, s'adresser au Secrétaire exécutif de la Commission de l'écologie, UICN, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland,

L'ENVIRONNEMENT VU PAR MAURICE STRONG

Maurice Strong, premier Directeur exécutif du PNUE examine une décennie de réalisations environnementales et envisage l'avenir.

Q. Ces dernières années, de nombreuses études tel le rapport Global-2000 ont mis l'accent sur les problèmes critiques de l'environnement auxquels nous sommes confrontés. Quelles sont selon vous, M. Strong, les questions les plus graves qui restent à résoudre ?

M.S. Le monde industrialisé est de plus en plus conscient du danger toujours plus menaçant des pluies acides. Voilà, à mon sens, un des problèmes de tout premier plan qui n'a cessé de s'aggraver en termes réels depuis la Conférence de Stockholm, tandis que notre perception de la question se faisait plus angoissée.

La sonnette d'alarme a retenti un peu partout il y a quelques années, mettant en garde contre les effets potentiels de l'émission d'anhydride carbonique sur le climat en général. Or, les données et les preuves que nous avons accumulées montrent à l'évidence qu'il y a là un problème réel auquel il faut, à mon avis, accorder toute l'attention qu'il mérite, ce que nous sommes loin de faire actuellement.

En revanche, nous avons progressé en ce qui concerne les océans. Ils ne sont en aucun cas hors de danger mais je crois qu'à cet égard, la prise de conscience favorisée par la Conférence de Stockholm a eu des retombées positives. Je n'en veux pour preuve que la mise sur pied du Programme du PNUE sur les mers régionales.

Q. Quelle est la tendance actuelle et comment le mouvement en faveur de l'environnement y répond-il ?

M.S. Ce qu'il faut savoir, c'est que les environnementalistes aident à déclencher la sonnette d'alarme, à consolider nos connaissances et à nous faire prendre conscience. Il ne faut pas croire qu'ils puissent, en un tournemain, résoudre les problèmes de l'environnement car cela ne dépend pas d'eux. Ils contribuent cependant à la résolution des problèmes, en tant que citoyens concernés montrant l'exemple et offrant leurs connaissances. En réalité, nous avons affaire à des problèmes de société, issus de notre mode de vie, c'est-à-dire du comportement de la civilisation hautement technologique et de l'attitude de chacun d'entre nous en tant que consommateurs et rouages essentiels de cette civilisation. C'est donc notre manière de vivre toute entière qui est en cause. Dans la plupart des cas, la solution de ces problèmes ne peut découler que de changements concertés à l'intérieur de la société et dans le comportement même des êtres humains.

Q. Pour résoudre ces problèmes, ne faut-il pas amener diverses composantes du tissu social telles que le monde des affaires, celui du développement, etc. à s'y intéresser ?



Maurice Strong est actuellement président de la Société internationale de développement de l'énergie. Il fut Secrétaire général de la Conférence de Stockholm et Sous-Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies. M. Strong est également ancien président du Bureau de l'UICN et vice-président du WWF.

M.S. Cela va beaucoup plus loin. Il ne suffit pas de prendre ces problèmes séparément puis de créer, pour traiter chacun d'eux, des groupes de travail composés d'experts ayant différentes spécialités. C'est utile, naturellement, mais les questions considérées s'inscrivent dans un contexte général et les solutions résident dans un changement de la société dans son ensemble. En d'autres termes, il faut rompre avec nos habitudes de consommation, ne plus nourrir les mêmes ambitions, accepter aujourd'hui de nous plier aux disciplines qui apporteront la sécurité environnementale à long terme. Les parents économisent pour leurs enfants; ils leur laissent en héritage de l'argent et des biens parce qu'ils se sentent responsables du genre d'avenir qui les attend. Il importe qu'ils adoptent le même raisonnement vis-à-vis de l'environnement planétaire. Et pour cela, il faut croire, il faut vouloir, il faut se sentir concerné par l'avenir de la Terre.

Q. Pensez-vous que nous puissions mettre efficacement l'accent sur cette préoccupation ? Comment faire connaître ces problèmes à ceux qui doivent réagir ?

M.S. Notre expérience autorise un certain optimisme dans ce domaine. Il arrive que les populations qui se sentent les plus concernées par ces problèmes soient celles qui n'y sont pas vraiment confrontées. Il est vrai que c'est parmi les peuples d'Europe et d'Amérique du Nord que l'on trouve le taux le plus élevé d'intérêt actif en la matière. Mais ce sont eux également qui

disposent des moyens permettant d'échapper aux problèmes ou d'en atténuer les conséquences. Il est donc indiscutable que nous puissions nous sentir concernés, simplement parce que nous sommes conscients des problèmes touchant l'ensemble de la communauté à laquelle nous appartenons. C'est le côté positif.

Le côté négatif c'est que, bien souvent, les actions les plus importantes devraient être entreprises par des peuples qui tout en se sentant concernés doivent lutter au jour le jour pour survivre. Il n'est pas facile de leur dire qu'il ne faut pas défricher telle forêt ou surexploiter tel sol quand ils n'ont pas d'autre choix. Ceux qui sont les plus touchés par les problèmes de l'environnement sont souvent les moins capables d'y répondre et cela jusqu'à ce qu'ils aient brisé le cycle de la lutte pour la survie qui domine toutes leurs motivations.

Q. Par quel moyen trouver un équilibre réel entre conservation et développement ?

M.S. Je crois que beaucoup de progrès ont été faits depuis la Conférence de Stockholm. En fait, ce fut, à mon sens, une de ses contributions principales. Des organismes comme l'UICN, dans sa Stratégie mondiale de la conservation, ont naturellement beaucoup contribué à donner à ces thèmes un cadre scientifique rationnel afin de sensibiliser l'opinion publique sur le fait qu'il n'est pas nécessaire, et qu'il ne faut pas, que conservation et développement soient en contradiction. Il va de soi que la conservation interprétée au sens le plus étroit du terme — ne rien faire et laisser la nature suivre son cours — n'est absolument pas, dans la plupart des cas, une philosophie viable. Ce n'est pas non plus un concept scientifique exact. Conservation n'implique pas cessation de toutes les activités. La vie humaine n'est qu'une des nombreuses manifestations de l'activité sur Terre, ce n'est qu'un des facteurs perturbant et modifiant en permanence les équilibres naturels. Certes, à mesure que la capacité de l'homme à influencer sur l'environnement grandissait, son rôle est devenu dominant mais nous oublions souvent que nous ne sommes pas les seuls acteurs. La nature est en état de mutation permanente. Nous devons donc conduire le développement de façon à ce qu'il augmente la prospérité de l'humanité sans entrer en conflit avec la conservation des ressources naturelles de la planète, c'est-à-dire la grande diversité des animaux et des végétaux qui ne constituent pas seulement des ressources essentielles à la vie mais sont sources de beauté et d'agrément. Le développement destructeur se paie trop cher. Il est, d'une part, généralement inutile et, d'autre part, probablement injustifié sur le plan de l'exploitation des ressources. A mon avis, un équilibre peut indéniablement être trouvé.

Q. Quel est, pour vous, le bilan de Stockholm ? Comment évaluez-vous les échecs et les réussites du PNUE ?

M.S. Il me semble très important de remarquer qu'aujourd'hui, presque tous les

gouvernements disposent d'organismes environnementaux ayant certaines responsabilités et se dotent de politiques de l'environnement. Il y a naturellement de nombreuses lacunes mais, avant Stockholm, aucun Etat, en dehors des pays de l'OCDE, ne disposait de moyens semblables. Ce fut une des conséquences directes, et non des moindres, de la Conférence.

Une des premières tâches du PNUE fut d'aider à établir ces organismes gouvernementaux. Il existe maintenant un réseau mondial officiel pour l'environnement. Le PNUE doit être, en quelque sorte, considéré comme le noyau de ce réseau, son centre de vocation internationale bien qu'il n'en soit pas l'élément le plus puissant. En effet, le budget total alloué au PNUE par les divers gouvernements n'est qu'une petite fraction des budgets individuels que certains Etats attribuent à l'environnement sur le plan national. Le PNUE n'est donc qu'une petite institution. C'est surtout un centre d'initiatives et de coordination canalisant l'information, un mécanisme par lequel les divers gouvernements peuvent coordonner leurs actions pour agir de concert.

Le PNUE a entrepris également des actions moins spectaculaires, aidant par exemple les gouvernements, surtout ceux des pays en développement, à élaborer leurs propres programmes pour l'environnement. Les exemples sont légion : le Système de surveillance continue de l'environnement mondial (GEMS), le Service d'information (IRS), le parachèvement de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) qui tente d'éliminer à sa source, c'est-à-dire au niveau du marché, le besoin de détruire les espèces menacées. Voyez les initiatives du PNUE vis-à-vis du secteur industriel ou son rôle clé dans la lutte contre la désertification. Tout cela, naturellement, du point de vue des réalisations du PNUE par rapport aux ressources dont il a disposé.

Maintenant, si l'on considère les progrès accomplis par le PNUE par rapport aux problèmes de l'environnement tout autour de la planète, il est certain que les résultats sont bien modestes.

L'action du PNUE a été gênée par la question des ressources financières mais aussi par la difficulté à obtenir, en tant qu'organisation internationale le genre de mandat qui aurait pu lui permettre de s'attaquer aux problèmes. En ce qui concerne la pollution transnationale — celle qui traverse les frontières — le PNUE a fait, je pense, un excellent travail, amenant les gouvernements à se rencontrer et à agir dans le respect de la Déclaration de Stockholm. Cependant, les Etats ont été réticents à lui délivrer un véritable mandat en matière d'environnement comme ils le sont vis-à-vis d'autres organisations internationales en d'autres domaines.

Q. Dans la même optique, qu'en est-il de l'UICN ?

M.S. L'UICN est un organisme de liaison qui, je crois, a un véritable pouvoir et joue un rôle incontestablement unique, en partie parce qu'elle présente la caractéristique rare de comprendre des membres gou-

vernementaux et non gouvernementaux. Dans ce sens, elle établit la liaison entre la communauté gouvernementale et la communauté non gouvernementale. C'est aussi une organisation scientifique spécialisée : la plupart de ses membres sont soit des scientifiques soit des spécialistes de l'environnement, de la conservation ou des représentants d'agences spécialisées. Dans ce sens aussi, l'UICN a bien souvent prouvé qu'elle était un important mécanisme de liaison. Le réseau scientifique et spécialisé que l'UICN possède dans le monde entier à travers ses membres et ses commissions s'est révélé être utile au PNUE et à ses programmes. Dans certains domaines, l'UICN est sans aucun doute plus efficace que le PNUE et la collaboration établie entre les deux organismes a contribué au renforcement de l'un et de l'autre. Elle a permis à l'UICN d'élargir ses services à la communauté conservationniste du monde entier et au PNUE d'avoir accès à un organe doté des connaissances, de l'expérience et des compétences professionnelles indispensables pour entreprendre certains programmes avec un rapport coût-efficacité accru.

Q. Quels sont vos souhaits en ce dixième anniversaire de Stockholm ?

M.S. Nous nous sommes rencontrés, il y a dix ans à Stockholm, portés par une vague d'enthousiasme et des encourage-

ments venus de toute part. Les environnementalistes sont maintenant aguerris; le monde a besoin d'eux plus que jamais et réciproquement. La coopération est indispensable. Je souhaite que ce dixième anniversaire insuffle un nouvel esprit de coopération aux divers éléments du mouvement en faveur de l'environnement.

Q. M. Strong, certains prétendent que les affaires et la conservation ne sont pas vraiment compatibles, qu'il y a entre les deux mondes un conflit d'intérêts au sens le plus traditionnel. Comment réunir ces pôles apparemment très divergents ?

M.S. Il faut que le développement se fasse en toute harmonie avec les valeurs environnementales. Ce n'est pas seulement important du point de vue des intérêts humains mais aussi, à mon avis, du point de vue économique.

Il est vrai que recourir à des pratiques d'exploitation ou de destruction apporte parfois des avantages économiques immédiats. Mais ces pratiques sont indignes des hommes d'affaires qui devraient montrer l'exemple en y renonçant. Les affaires sont le moteur essentiel du développement dans notre société. Il en résulte que si nous ne pouvons influencer sur le monde des affaires, nous serons toujours impuissants vis-à-vis du développement. Un spécialiste de l'environnement qui resterait sur la ligne de touche et se refuserait à pénétrer sur le terrain où se déroule l'action et où se prennent les décisions serait un irresponsable. Naturellement, tous ne peuvent travailler dans le monde des affaires et certains d'entre eux sont sans doute plus à même d'encourager, de critiquer et de montrer la voie à suivre. Nous avons besoin d'eux et nous leur devons beaucoup. Cependant, d'autres doivent essayer d'influer réellement sur les projets, les décisions et les actes des hommes d'affaires. Ayant une expérience du monde des affaires et étant profondément engagé vis-à-vis de l'environnement, j'ai la conviction que les deux domaines sont compatibles et qu'il est nécessaire d'instaurer une coopération entre eux.

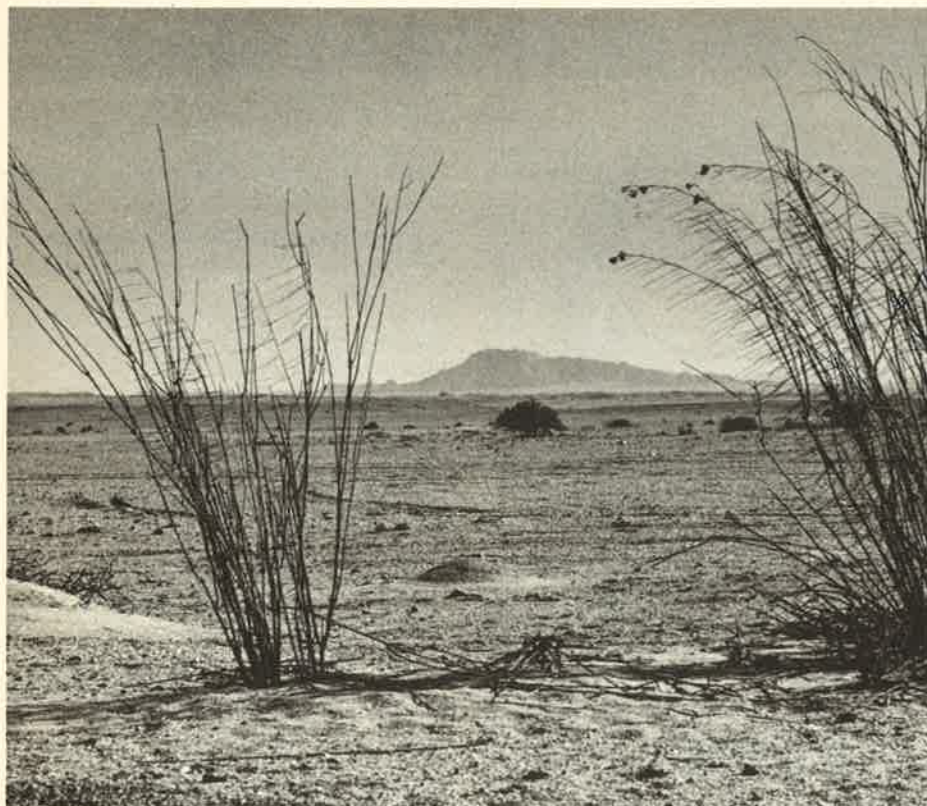
Q. Quel sera l'avenir pour Maurice Strong ?

M.S. La vie de chacun est faite de cycles. J'ai travaillé à la base et au sommet. Je suis arrivé à un point de ma vie où je voudrais refaire un certain nombre d'expériences de base. Cela ne signifie pas que je souhaite quitter mes obligations présentes mais je voudrais simplement m'assurer qu'elles sont fermement enracinées. Je pense que la relation entre les actions à la base et les engagements au sommet est la clé de l'avenir. Nous devons créer une civilisation de respect pour la nature, de considération les uns vis-à-vis des autres afin de préserver la vie sur notre Terre. Nous, les humains, sommes rares, pour ne pas dire uniques. Les conditions qui ont présidé à notre apparition sur la planète sont fragiles et cependant nous leurs portons atteinte. Nous sommes à un moment extrêmement important de l'histoire humaine dont l'enjeu est notre survie. Nous sommes maîtres de notre sort et de notre évolution. Serons-nous à la hauteur de la situation ?



«...le mur de pierre de l'inutilité faisant face au milliard d'êtres humains les plus démunis garantit la dégradation continue des ressources naturelles en de nombreux endroits du monde.» Erik Eckholm, Down to Earth.

Credit: Earthcan / dessin: Richard Willson



Chaque année la désertification dégrade une superficie équivalente à celle de l'Australie.
Crédit: WWF

LA DÉSERTIFICATION: VERS UNE SOLUTION

Par James Walls

La désertification. Un mot terrible désignant un processus insidieux par lequel les terres fertiles sont ruinées et transformées en steppes ou en déserts. Un processus progressant à vive allure tout autour de la planète pour appauvrir chaque année une surface de terres équivalente à l'Australie. Et cela en un temps où l'explosion démographique, accompagnée du spectre de la faim, exige que la production agricole double d'ici la fin du siècle.

C'est un problème quasi universel, touchant les pays industrialisés comme les nations en développement. Les ravages causés par la sécheresse au Sahel, entre 1967 et 1971, retinrent suffisamment l'attention du public pour qu'une Conférence des Nations Unies sur la désertification se réunisse à Nairobi, au Kenya, en 1977. Trois ans plus tard, le secrétaire américain à l'Agriculture déplorait qu'une mauvaise utilisation des terres de la ceinture céréalière menaçât de provoquer l'apparition d'une nouvelle zone semi-aride américaine.

La principale conclusion de la conférence fut que la désertification est l'œuvre de l'homme, conclusion bien triste présentant l'homme comme la créature qui détruit son

propre nid mais, paradoxalement, la seule qui soit porteuse d'espoir. En effet, si la désertification était le résultat de quelque processus inexorable, tel un changement fondamental dans les mécanismes du climat, l'homme serait impuissant à y remédier. Or, il y a une solution technologique à chaque cas de désertification. Si telle était notre volonté et si les fonds nécessaires étaient disponibles, la verdure renaîtrait dans le Tanezrouf, la « terre de la soif » du Sahara.

Selon la Conférence, par un effort de volonté, la désertification pourrait être enrayerée avant la fin de ce siècle et les terres, dans de nombreux cas, retourneraient à la fertilité. Pour mener à bien ce programme ambitieux, la Conférence a mis sur pied un Plan d'action mondial contre la désertification qui étudie la manière dont ce fléau s'attaque aux trois principales formes d'utilisation des terres agricoles: le pâturage, les cultures pluviales et les cultures irriguées et qui propose des moyens de maintenir, cas par cas, la productivité du sol. La Conférence a également émis des recommandations sur l'exploitation forestière et minière, le tourisme, l'expansion des villes, la construction des routes, etc. L'action entreprise dans le cadre du plan mondial fera l'objet d'un examen approfondi entre 1984 et 1985. Aujourd'hui, nous pouvons

prédire sans trop risquer de nous tromper quelles seront les conclusions de cet examen.

Considérons d'abord le pire. On constatera probablement que le rythme de la désertification n'a guère ralenti, ce qui sera attribué essentiellement au manque de subsides. La conférence a été très claire sur le montant des capitaux nécessaires pour amener une pause de la désertification: jusqu'à ce que le problème soit maîtrisé, 388 millions de dollars par an, dont le revenu d'investissement se monterait par année, au début, à 1283 millions de dollars. En dépit de ce revenu alléchant, les fonds recueillis pour combattre la désertification — bien qu'ils soient dispersés et donc difficiles à évaluer dans leur total — sont bien inférieurs au montant nécessaire.

On pourrait dire que cela n'est pas surprenant pour un plan mis sur pied par une conférence des Nations Unies — lesquelles traitent des problèmes les plus variés — et encore moins en cette période de récession. Ce n'est pas nouveau: un superbe plan d'action et un résultat bien médiocre. Quel qu'il en soit l'observateur est toujours surpris, quand il fait le bilan, de constater qu'en dix ans, d'énormes progrès ont été faits. D'une part, le rythme de la désertification a déjà, imperceptiblement, ralenti.

D'autre part, le PNUE ne manquera pas de matière pour ses rapports, en 1984-1985. Chargé de la gestion du Plan d'action mondial contre la désertification, le PNUE n'a certes pas caché sa déception quant au financement plutôt maigre attribué à la lutte contre un des problèmes les plus aigus de notre époque, d'autant plus que nous avons tout à gagner à le résoudre. Cependant, quelles que soient les restrictions auxquelles le PNUE a dû faire face, il est parvenu à promouvoir une action positive sur tous les continents et surtout dans les sites où la désertification est la plus menaçante. En outre, lors de toutes les réunions et de tous les débats, même les plus généraux, le PNUE s'est toujours fait un devoir d'aborder le problème, pour que celui-ci reste présent dans les esprits.

Les nouvelles méthodes envisagées par le PNUE en ce qui concerne la collecte des fonds nécessaires à la lutte active contre la désertification sont particulièrement intéressantes. Le Programme a en effet proposé d'imposer une taxe internationale sur les courants commerciaux, les revenus des ventes d'or du FMI et de lier les droits de tirages spéciaux au financement du développement. La question délicate de la taxation est actuellement à l'étude sous l'égide du PNUE. Les problèmes les plus graves à l'échelle planétaire sont liés les uns aux autres dans leur manifestation et dans leurs solutions. Ne serait-ce pas magnifique que les remèdes mis en œuvre pour venir à bout de la désertification enclenchent les mécanismes de financement du développement du tiers monde?

James Walls, l'auteur de *Land, Man and Sands*, est rédacteur-réviseur et vit à New York. Il a été le rédacteur-réviseur en chef de la Conférence des Nations Unies sur la désertification et écrit actuellement un rapport sur le système des Nations Unies.

UN RÉSEAU DE SAUVEGARDE DES MERS

Programme du PNUE pour les mers régionales

Par Geoffrey Lean

La Méditerranée reflète à la fois l'influence que la mer a eu, de toute éternité, sur la vie de l'homme et les effets présents des activités humaines sur elle. C'est une des mers les plus menacées par la technologie et les connaissances acquises sur ses propres rives.

Cent millions de personnes vivent aujourd'hui autour du Bassin méditerranéen et ce nombre doublera dans les vingt années à venir. Cent millions de touristes y viennent chaque année, ce qui représente un tiers du tourisme mondial.

Pour chaque kilomètre de côte, 336 tonnes d'eaux usées se déversent dans la mer; 55% des déchets domestiques rejetés dans les eaux majestueuses ne sont pas correctement traités, voire pas du tout. Thyphoïde, paratyphoïde, dysenterie, poliomyélite, hépatite virale, empoisonnements alimentaires y sont endémiques et il y a des épidémies périodiques de choléra. La plupart des maladies sont propagées par les crustacés et les coquillages, aliments importants pour la région et menu favori des touristes. Des milliers d'usines, — 60 000 sur les seules côtes d'Italie occidentale, de Corse et de Sicile — ajoutent leurs ingrédients à la « sauce » tout comme les pétroliers qui, le long des anciennes routes, apportent le pétrole des puits les plus riches du monde aux automobiles occidentales assoiffées. La Méditerranée qui ne constitue que 1% de l'étendue marine mondiale charrie la moitié du pétrole flottant à la surface de celle-ci. Des fleuves fortement pollués — le Pô, le Rhône, l'Ebre, le Llobregat, l'Adige, le Tibre et le Nil — alourdissent à chaque instant le fardeau de la mer.

La Méditerranée est particulièrement vulnérable aux produits toxiques. Il lui faut 80 ans pour renouveler ses eaux par le détroit de Gibraltar, trop longtemps pour que la pollution puisse être évacuée. Les courants poussent la pollution vers les côtes, là où elle est la plus dangereuse. Et la mer est, au mieux, déficiente du point de vue nutritionnel, incapable d'entretenir une vie aquatique riche et résistante.

« La mer est malade » disait un rapport du PNUE. « Si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent pour enrayer son déclin, elle sera bientôt incurable ».

Fort heureusement, certaines de ces mesures entrent actuellement en vigueur de sorte que la Méditerranée est en train de devenir le symbole des efforts des Etats riverains pour mettre en œuvre des solutions communes aux problèmes de leur mer commune. Au début de 1975, les gouvernements de presque tous les Etats riverains décidèrent, sous les auspices du PNUE, d'élaborer un plan d'action pour la sauvegarde de la mer. Un an plus tard, ils adoptèrent une convention sur la lutte contre la

pollution et deux protocoles visant à empêcher le déversement de déchets et le dégazage des navires et à coordonner les actions en cas de désastres tels que les marées noires. Ce fut relativement aisé mais il fut bien plus difficile de parvenir à un accord sur un protocole de surveillance des rejets d'origine terrestre, causes de 85% de la pollution marine. Finalement, le protocole fut signé en 1980.

Il y a peu de temps, les Etats riverains de la Méditerranée et la Communauté européenne ont approuvé un traité portant création d'un réseau d'aires spécialement protégées tout autour de la Méditerranée. Le 3 avril 1982, plusieurs des Etats qui participaient à la réunion de quatre jours, à Genève, ont signé le traité. D'autres le feront sans doute dans le courant de l'année.

« Ainsi, l'élan imparté à Barcelone en 1975 avec le lancement du plan d'action pour la Méditerranée reste vivace » a déclaré Peter S. Thachter, Directeur exécutif adjoint du PNUE.

« Il s'agit en fin de compte d'établir un réseau de quelque cent aires protégées à des fins diverses tout autour du Bassin méditerranéen » a expliqué Patricia Bliss-Guest, juriste pour le Programme sur les mers régionales du PNUE. « Il y aura des aires spéciales de protection pour les espèces menacées comme le phoque moine, les tortues de mer et les pélicans; d'autres serviront d'habitat pour les oiseaux migrateurs et d'autres encore comprendront des plages et des sites historiques ou architecturaux ».

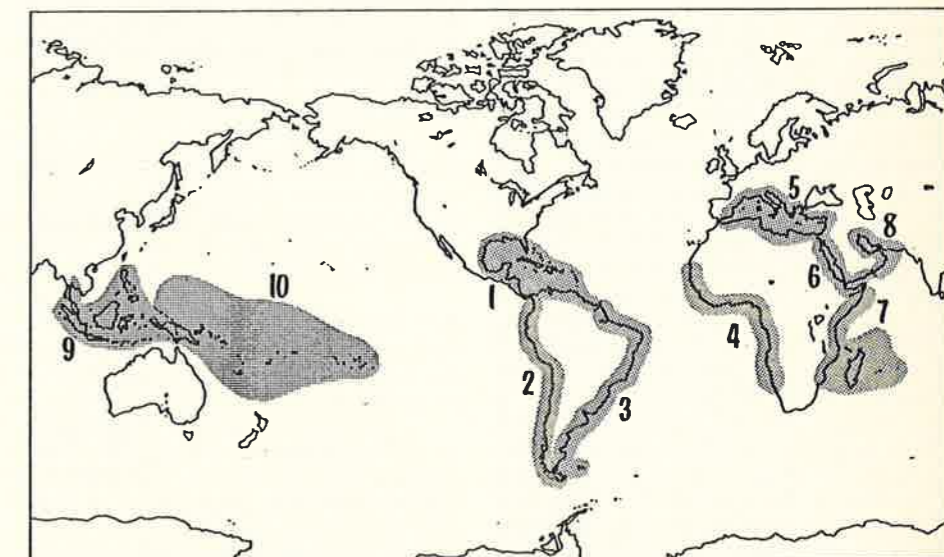
Certains groupes de nations furent prompts à suivre l'exemple des pays méditerranéens et les premiers furent les Etats du Golfe. Peu profond, chaud, hautement salin et pratiquement fermé, le Golfe est au nombre des écosystèmes les plus fragiles. Les villes installées sur les rives voient leur

population doubler tous les quatre à dix ans. Une infime partie des eaux usées est traitée correctement et le contrôle de la pollution industrielle est quasi inexistant bien que les industries prolifèrent au voisinage de ces eaux fragiles. Toutefois, devant les menaces de « catastrophe écologique » et de « problèmes écologiques sans espoir de solution », les Etats de la région ont élaboré, en 1978, un plan d'action, une convention et un protocole les engageant à coopérer en cas d'urgence. Ils signèrent et ratifièrent sans tarder les accords qui entrèrent rapidement en vigueur. Les Etats du Golfe ont également mis sur pied une organisation régionale qui, depuis cette année, relaie le PNUE dans son rôle de coordonnateur du programme.

D'autres pays partageant des mers moins polluées ont également adopté des plans d'action visant à prévenir les désastres. Il s'agit de l'Afrique centrale et occidentale dont les eaux sont très poissonneuses mais menacées par la pollution pétrolière, des Caraïbes, des innombrables archipels du Sud-Est asiatique, de la mer Rouge riche en coraux, de la côte occidentale de l'Amérique du Sud et des îles du Pacifique sud.

Dans l'ensemble, un réseau bien conçu de programmes régionaux a été mis sur pied pour sauver la mer. Le Programme du PNUE sur les mers régionales a conduit le public à prendre conscience des problèmes de l'environnement dans des régions où ces derniers soulevaient généralement peu d'intérêt. Cependant, tant que des mesures pratiques de restauration de la santé des mers ne seront pas prises, les belles paroles et les résolutions généreuses des conventions et des protocoles resteront lettre morte.

Geoffrey Lean est rédacteur au London Observer.



Les mers régionales. 1. Grandes Antilles, 2. Pacifique sud-est, 3. Atlantique sud-ouest, 4. Afrique occidentale, 5. Méditerranée, 6. Mer Rouge et Golfe d'Aden, 7. Afrique orientale, 8. Plan d'action régional du Koweït, 9. Mers d'Asie du Sud-Est et 10. Pacifique sud-ouest.

LES PLUIES ACIDES: UN PROBLÈME POUR LES ANNÉES 80

C'est en partie la question des pluies acides qui avait, il y a dix ans, suscité la réunion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Don Hinrichsen analyse ici les raisons qui font de la pluie acide un problème international.

Une véritable pluie d'acide tombe sur les régions industrialisées de l'hémisphère nord. En Pologne, elle ronge les rails de chemins de fer de Haute-Silésie, région fortement polluée tandis que les monuments historiques de Cracovie se dégradent lentement, victimes des attaques chimiques. La pluie acide et d'autres polluants pénétrant le marbre sont à l'origine de la désintégration progressive des chefs-d'œuvre de la civilisation grecque tels que le Parthéon et l'Acropole d'Athènes. C'est encore elle qui est, partiellement du moins, responsable du triste état de la cathédrale de Cologne.

En Scandinavie — région du globe parmi les plus acidifiées — 20 000 des 90 000 lacs suédois sont plus ou moins pollués par l'acide et 4 000 d'entre eux ne contiennent, semble-t-il, plus de poisson.

La situation est encore plus alarmante en Norvège où 80% des lacs et cours d'eau du sud du pays sont morts ou dans un état critique. Les Autorités font remarquer que le poisson a disparu sur plus de 13 000 km² de lacs. Enfin, des chercheurs d'Allemagne de l'Ouest accusent la pluie acide d'être responsable de la mort mystérieuse, en cinq ans, de 1 500 ha de forêts sempervirentes de Bavière. Sur la liste des victimes, les prochaines cibles sont 80 000 ha de forêts de conifères déjà gravement atteintes en Bade-Wurtemberg et en Bavière.

De l'autre côté de l'Atlantique, le tableau n'est guère moins sombre. La pluie acide, associée à d'autres polluants, recouvre peu à peu le Parlement canadien, à Ottawa, d'une croûte noire. Les autorités signalent en outre que plusieurs milliers de lacs de l'Ontario sont acidifiés et que d'autres, innombrables, sont guettés par le même sort à moins qu'une action ne soit bientôt entreprise. Aux Etats-Unis, les chercheurs prétendent que des milliers de lacs du bassin oriental et, en particulier dans les Adirondacks, sont tellement acides qu'ils sont devenus des cimetières à poisson.

On s'accorde à penser que la pluie acide est due principalement aux émissions de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxyde d'azote (NO_x) provenant de l'utilisation des combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel par les centrales électriques mais aussi de procédés industriels comme la fonte des métaux; l'oxyde d'azote se trouve aussi dans les gaz d'échappement.

L'ironie du sort veut que les pluies acides soient largement répandues sur la planète parce que ces derniers 30 ans, les cheminées des usines et des centrales électriques ont été contraincées assez hautes pour que leurs émissions ne polluent pas l'environnement immédiat. Ainsi, le dioxyde de soufre et l'oxyde d'azote sont entraînés par les vents dominants sur des distances considérables. On a relevé des cas de composés de SO₂ ayant parcouru 1 000 à 2 000 km en trois à

cinq jours. Les fonderies de nickel et de cuivre de Sudbury, Ontario, ont le triste privilège d'être la plus grande source unique de pollution au dioxyde de soufre au monde. Une cheminée de 400 m de haut produit plus de 1 million de tonnes de SO₂ par an, acidifiant lacs et forêts à des centaines de kilomètres de là.

Ces polluants de haute altitude se combinent avec la vapeur d'eau, la lumière solaire et l'oxygène de l'atmosphère pour former une «soupe» diluée d'acides sulfurique et nitrique. Dans certaines régions fortement industrialisées, du chlorure d'hydrogène gazeux se mêle à l'ensemble pour produire de l'acide hydrochlorique qui est parfois un des composants de la pluie acide. Lorsque la préparation maléfique arrive sur terre, évacuée de l'atmosphère par la pluie, prise dans les cristaux de neige ou sous forme de particules sèches, elle élève l'acidité des lacs et des cours d'eau (et parfois des écosystèmes terrestres) en abaissant le pH. Le pH exprime le degré d'acidité ou d'alcalinité d'une solution; son échelle varie entre 0 et 14. Un pH 1 équivaut à de l'acide fort (le vinaigre a un pH 3) tandis qu'un pH 7, correspondant à de l'eau distillée, est neutre. A l'autre extrémité de l'échelle, un pH 13 est très alcalin (soude caustique); le bicarbonate de soude a un pH légèrement supérieur à 8 et l'ammoniaque un pH de 12. Certains limnologues définissent les pluies acides comme des précipitations dont le pH est inférieur à 5,6, d'autres élèvent la barrière à 6.

Comme bien d'autres choses, la pluie acide n'est pas une menace nouvelle issue du «progrès». Le problème est en réalité aussi vieux que le monde et peut avoir des causes naturelles comme l'activité volcanique ou les incendies de forêts. Toutefois, la quantité d'acidité naturelle ne saurait porter la responsabilité principale de l'acidification surnoise, visible aujourd'hui dans l'hémisphère nord. Les doses naturelles de SO₂ et de NO_x sont noyées dans la pollution d'origine industrielle. Ainsi, en 1980, les

Etats-Unis ont rejeté plus de 26 millions de tonnes de dioxyde de soufre et quelques 22 millions de tonnes d'oxyde d'azote. Selon l'OCDE, tous les ans en Europe, 60 à 70 millions de tonnes de dioxyde de soufre sont déversées sur le continent.

Vers la fin des années 50, des pluies acides furent détectées en Belgique, au Pays-Bas et au Luxembourg. Dix ans plus tard, elles apparaissaient en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et dans le sud de la Scandinavie; dans le même temps, elles se propageaient sur tout l'est des Etats-Unis et du Canada. L'année dernière, la Norvège a fait l'expérience d'une pluie aussi acide que du jus de citron. Le sud du pays a connu des tempêtes de neige acide qui ont déposé une horrible épaisseur noire au lieu du léger duvet blanc habituel. En Amérique du Nord, des précipitations aussi acides que du vinaigre sont tombées sur Kane, en Pennsylvanie et une «pluie» proche de l'acide fort a même arrosé Wheeling, en Virginie occidentale.

Comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de lacs et de cours d'eau acidifiés en Amérique du Nord et en Europe, si de telles quantités de SO₂ et de NO_x sont absorbées annuellement par l'atmosphère. En outre, comment la pluie acide tue-t-elle les poissons et ravage-t-elle les sols?

Les lacs, comme les cours d'eau, diffèrent les uns des autres et les sols varient selon les régions. La nature qui provoque de temps à autre des pluies acides, crée des zones tampons dans certaines régions. Les sols alcalins tolèrent des quantités plus importantes de précipitations acides. C'est aussi le cas des lacs logés sur des lits de calcaires ou de grès (comme dans les Alleghany, par exemple).

En revanche, dans les régions où les lacs et les sols reposent sur des argiles glaciaires ou sur des plaques granitiques épaisses, comme dans presque toute la Scandinavie, la capacité tampon est très réduite.

Cependant, la pluie acide n'est pas le véritable coupable, mais simplement l'in-



Les pluies acides ont dégradé beaucoup de monuments de Grèce: ici, le Parthénon.

Credit: Unesco/D. Roger

strument du «crime». Le principal projet norvégien de recherche en sciences naturelles: «Les précipitations acides: effets sur la forêt et les poissons» (projet SNSF) a conclu qu'aucun poisson n'avait sans doute été directement victime de la pluie acide. Il est probable que des poissons délicats comme le saumon, la truite, le gardon, le vairon, l'omble-chevalier arctique qui avaient commencé à disparaître en raison de l'abaissement léger de leur pH ont succombé à la chimie mortelle des eaux, engendrée par les pluies acides. Des chercheurs ont établi que des taux réduits de pH sont souvent accompagnés de concentrations élevées de métaux toxiques comme le mercure, l'aluminium, le plomb, le zinc et même le cadmium. Il semble que ce soit l'aluminium, passant des lacs dans les lacs et les cours d'eau, qui assène le coup de grâce. La toxicité de l'aluminium dépend du pH de l'eau et atteint apparemment son paroxysme lorsque le pH est de l'ordre de 5.

La toxicité globale des métaux lourds augmente dans l'eau acidifiée. Ainsi, lorsque le pH est égal ou inférieur à 5, presque tous les poissons et leurs prédateurs meurent, ce qui entraîne une réduction grave du nombre des espèces et la modification soudaine se répercute sur l'ensemble de l'écosystème lacustre, appauvrissant toute l'écologie. Au bout du compte, il ne reste plus que quelques puces d'eau et de rares anguilles.

On ne comprend pas encore les effets de la pluie acide sur les sols et les forêts. Tandis que le projet SNSF norvégien n'apportait aucune preuve quant à la culpabilité directe de la pluie acide, des études conduites en Allemagne fédérale accusaient la pluie acide d'être responsable de la mort de milliers d'hectares de forêts sempervirentes en Bavière.

Une chose est sûre: la pluie acide libère les métaux lourds dans les sols mal protégés

accroissant par là-même leur niveau de toxicité. Elle lessive en outre le calcium et le potassium contenus dans le sol, privant les arbres et les végétaux des éléments nutritifs indispensables à leur croissance.

Récemment, on a aussi constaté l'acidification de l'eau de la nappe phréatique. Les précipitations acides filtrant à travers le sol font parfois pénétrer les métaux lourds dans les réservoirs souterrains. Dans la province de Bohuslan (côte occidentale de la Suède), 49% des puits testés avaient un pH inférieur à 5,5. Les scientifiques de l'Institut suédois pour la recherche sur la pollution de l'air et de l'eau ont remarqué que dans de nombreuses maisons de la région, l'eau du robinet contenait de fortes concentrations de cuivre, de zinc et dans certains cas, de cadmium. Cette découverte ne fit que confirmer ce que les gens avaient remarqué: les ustensiles ménagers en aluminium se corrodèrent, l'eau avait mauvais goût, les jeunes enfants souffraient de diarrhée et dans plusieurs cas, les cheveux blonds lavés à l'eau contenant de fortes concentrations de cuivre étaient devenus verts. Les aviculteurs rapportèrent que les poules exposées à une nappe phréatique acide pondaient des œufs à la coquille plus fragile.

De nombreux scientifiques impliqués dans la recherche environnementale craignent qu'il ne s'agisse là d'effets avant-coureurs et que d'autres, beaucoup plus graves, ne soient déjà à l'œuvre, à notre insu.

Il est évident que la pluie acide sera un des problèmes environnementaux les plus aigus de la décennie, destiné à empirer encore longtemps avant que la tendance puisse être renversée.

Tandis que les scientifiques se disputent sur des questions de détails et que les gestionnaires sont paralysés par des données «non concluantes», la pluie acide continue de s'étendre sur l'hémisphère nord et qui

sait, ailleurs. Il n'est guère réjouissant de penser que selon l'endroit où vous vivez, la prochaine pluie aura peut-être le pH du jus d'orange, du vinaigre ou pire encore.

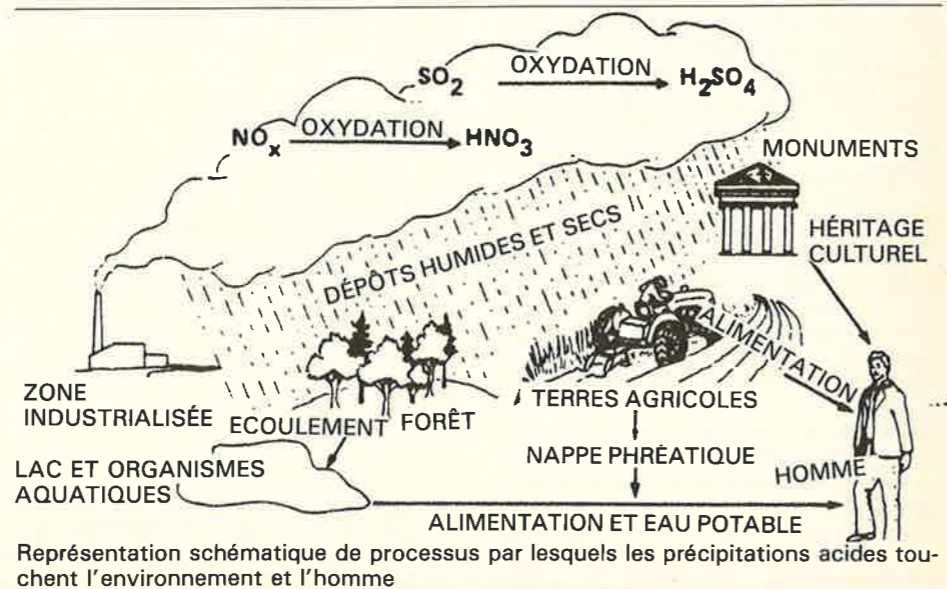
Don Hinrichsen occupe les fonctions de rédacteur d'Ambio, revue de l'environnement publiée par l'Académie royale des sciences de Suède.

Lutter contre la pluie acide

Le Programme européen de surveillance continue et d'évaluation sur la propagation à distance des polluants fonctionne depuis 1977 grâce au financement du PNUE. Il a découvert que la plus grande partie du soufre qui retombe sur la plupart des pays d'Europe est d'origine étrangère. Le problème des pluies acides a donc des répercussions internationales et les mesures prises à l'échelle nationale ne suffiront pas à le combattre.

Une réunion d'experts tenue à Salzbourg, Autriche, l'année dernière a déclaré qu'il existait maintenant les moyens de «nettoyer» les combustibles fossiles avant leur utilisation et d'éliminer les gaz émis par les cheminées après la combustion. Divers procédés de désulfuration peuvent être appliqués pour réduire de manière économique les émissions soufrées d'environ 95%.

La réunion de Salzbourg s'inscrivait dans un vaste programme sur les pluies acides élaboré par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. En 1979, 34 pays de la Commission ont signé une convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance. Elle a été ratifiée par 12 pays et de nouvelles signatures sont attendues cette année qui permettront l'entrée en vigueur de la convention.



Représentation schématique de processus par lesquels les précipitations acides touchent l'environnement et l'homme

Programme en cours pour la forêt tropicale et les primates

L'UICN, en collaboration avec le département de la conservation du WWF prépare un programme pour la campagne de 1982-1983 du WWF sur la forêt tropicale et les primates. Il s'agit de déterminer les zones de première priorité en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et du Sud. Depuis le début de 1982, l'UICN s'attache à élaborer des projets spécifiques pour ces zones. Voici un rapport sur l'état des travaux:

Afrique

Un atelier a été organisé à Dar-es-Salaam, du 2 au 5 février, pour identifier les zones de première priorité en Afrique de l'Est et pour discuter de la mise en œuvre de projets spécifiques. Ont participé à la réunion des experts locaux et étrangers de l'UICN/WWF, des représentants de la New York Zoological Society (NYZS), de l'African Wildlife Leadership Foundation (AWLF) et du Tanzanian Wildlife and Forest Authorities. Des projets spécifiques ont été proposés pour la Tanzanie (monts Usambara et Uzungwe), pour l'Ouganda (Kibale et autres réserves forestières), pour le Rwanda (forêt de Nyungwe). Il a été recommandé d'établir des liens de coopération avec les membres de l'UICN (NYZS, AWLF et WWF) actifs dans la région.

Une mission de l'UICN composée de deux experts de Parks Canada (région de Québec) est récemment rentrée d'un voyage en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Avec la pleine coopération des organismes gouvernementaux concernés, l'équipe de l'UICN a déterminé des champs d'action spécifiques. Au Cameroun, il s'agira d'élaborer un plan systématique pour les aires protégées, d'établir deux ou trois parcs nationaux, d'aider le Service des parcs nationaux et de renforcer la coopération avec les organismes de développement chargés de l'exploitation des ressources naturelles. En Côte d'Ivoire, priorité sera donnée au renforcement de la protection et de la gestion des ressources dans le Parc national de Tai.

Asie

La conservation des forêts tropicales, tel est l'élément clé du nouvel accord de cinq ans (1982-1986) signé par l'UICN, le WWF et le Gouvernement indonésien (voir le Bulletin de janvier-mars 1982). Un programme a été préparé par l'UICN et une mission conjointe IUCN/WWF s'est rendue en Indonésie fin avril pour discuter de la mise en œuvre de l'accord et de l'identification des zones prioritaires où devra s'exercer la coopération.

Amérique centrale

Une mission de l'UICN s'est rendue au Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala et Belize pour identifier les projets prioritaires qui seront financés par le Programme pour les forêts tropicales et les primates ou par des fonds externes. En général, la priorité a été donnée à la conservation de la forêt dans la région donnant

sur la mer des Caraïbes. La mission a bénéficié de l'appui positif et solide des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux de la région.

Amérique du Sud

Une réunion technique spéciale a eu lieu à Brasilia du 31 mars au 1^{er} avril afin de déterminer les projets prioritaires à mettre en œuvre au Brésil dans les forêts littorales de l'Atlantique. Les participants de l'UICN et du WWF ont assisté à cette réunion en compagnie d'experts du Service des parcs brésiliens (IBDF), du Secrétariat spécial à l'environnement et de représentants d'organismes de recherche et de groupes non gouvernementaux. Douze projets prioritaires ont été retenus, notamment un plan de soutien à la gestion et de consolidation des aires protégées concernées. D'ici la fin du mois de septembre, l'UICN aura terminé l'identification et l'élaboration des projets et le WWF pourra lancer sa campagne, en octobre 1982. On espère que le financement pourra commencer au début de 1983. □

DÉCÈS

René Dubos

René Dubos, une des figures les plus estimées de la communauté environnementale mondiale s'est éteint le 20 février, jour de son 81^e anniversaire.

Homme de science né en France, il était professeur honoraire à l'Université Rockefeller. Depuis quelques années, il avait abandonné la recherche en bactériologie pour donner des conférences et écrire sur l'environnement. Il était l'auteur de plus de vingt ouvrages dont «So Human an Animal» pour lequel il avait reçu, en 1969, le prix Pulitzer décerné à un ouvrage autre qu'un roman. Son dernier livre, «Celebrations of Life», a été publié en 1981.

René Dubos naquit à Saint-Brice, en France, le 20 février 1901 et fit ses études à l'Institut d'agronomie de Paris. En 1927, il obtint son doctorat à l'Université Rutgers, aux Etats-Unis.

Sa carrière scientifique se déroula à l'Institut Rockefeller et à l'Université Rockefeller, sauf pendant la période de 1942 à 1944, où il fut professeur de médecine tropicale à l'école de médecine de Harvard. Dans les années 40, il démontra la possibilité d'obtenir des substances anti-microbiennes à partir des microbes eux-mêmes, découverte fondamentale pour l'immunologie.

Dans les années 60, René Dubos se mit à écrire sur la dégradation de l'environnement, délaissant le domaine médical. L'ouvrage dont il fut le co-auteur avec Barbara Ward, «Nous n'avons qu'une Terre» servit de document de base de la Conférence de Stockholm sur l'environnement et fait encore foi en la matière.

Le Dr. Dubos avait plus de vingt titres honorifiques et reçut des prix scientifiques importants et autres récompenses pour ses diverses contributions au jardinage paysagiste ou à la planification urbaine, par exemple. □

BULGARIE: Mesure de protection de l'environnement

Par M. Christo Marinov

Le 29 juin 1977, le Soviet suprême de la République populaire de Bulgarie a adopté un texte clé en matière d'environnement: «Les Directives fondamentales en matière de protection de la nature et d'utilisation des ressources naturelles». Ce texte est le point de départ d'une lutte bien comprise contre une foule de problèmes environnementaux.

En 1964, le Gouvernement avait lancé un programme de purification de l'air fortement pollué, à Sofia, la capitale et dans la ville industrielle de Pernika. Cependant, par manque de moyens financiers, les mesures urgentes avaient été «gelées» jusqu'à ce que les 6^e et 7^e Plans de cinq ans (1971-1980) fournissent les fonds nécessaires à une action de grande envergure. Depuis la fin de 1980, 956 millions de leva (960 millions de dollars) ont été dépensés pour la protection de l'environnement. Au cours du dernier Plan, 64 nouveaux filtres ont été installés dans des usines ce qui a permis de réduire la quantité de particules polluantes (en particulier les cendres) de 1,6 million de tonnes en une année. Ainsi, la quantité de particules dangereuses contenues dans les gaz industriels a été réduite de 70%.

De nouveaux systèmes de traitement et d'acheminement des eaux ont garanti la purification de plus de 48 milliards de m³ en une année. En outre, les mesures prises contre l'érosion ont assuré la sauvegarde de 740 000 ha de terres.

A l'avenir, on s'efforcera avant tout de parvenir à un contrôle de la pollution industrielle et priorité sera accordée à la purification des eaux de nombreux fleuves, bassins fluviaux et de la côte de la mer Noire. □

Le professeur Christo Marinov est le Chef du Laboratoire d'économie régionale et de science de l'environnement de Svichov, en Bulgarie. Cet article a été rédigé pour l'UICN et traduit du russe.

Plan brésilien de lutte contre le braconnage

Le Pantanal, delta intérieur brésilien de 128 000 km², situé en bordure de la Bolivie et du Paraguay dispose, par décision présidentielle, d'une nouvelle réserve. La région, couvrant 135 410 ha, abrite certaines des espèces parmi les plus variées des Amériques. Le Gouvernement a renforcé l'effectif des gardes du Pantanal pour lutter contre la contrebande des peaux de jaguars, d'otaries et d'alligators à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Les gardes ont récemment procédé à deux confiscations et ont récupéré 435 peaux de jaguars et 1048 peaux d'alligators. On estime que 50 000 peaux d'alligators passent la frontière brésilienne chaque année. □



LIVRES

Conserv patrimoine naturel: Afrique et Amérique latine

*Conserving Africa's Natural Heritage (Conserv
le Patrimoine naturel de l'Afrique),*

UICN, 1981; 271 pp. Prix: 15 dollars (plus frais postaux).

*Conserving the Natural Heritage of Latin America and the Caribbean (Conserv
el Patrimonio Natural de América Latina y del Caribe),*

UICN, 1981; 329 pp. Prix: 15 dollars (plus frais postaux).

Ces ouvrages sont des comptes rendus détaillés des deux réunions de la Commission des parcs nationaux et aires protégées de l'UICN qui ont eu lieu respectivement à Garoua, Cameroun (novembre 1980) et à Lima, Pérou (juin 1981). Ils sont les premiers fruits des plans de la Commission concernant l'organisation de réunions sur les aires protégées dans chacune des grandes régions du monde. Les deux rapports donnent une description complète des travaux et objectifs de la Commission.

Tous deux mettent l'accent sur la formation. Un parc qui n'aurait de parc que le nom n'est d'aucune utilité pour la conservation. Les plantes rares, même lorsqu'elles poussent dans un parc, ont souvent besoin d'une gestion appropriée pour survivre. Le volume consacré à l'Afrique comprend des articles sur les célèbres écoles de conservation de Mweka en Tanzanie et de Garoua, au Cameroun. En un temps où le réseau des parcs africains subit des pressions accrues du fait de l'expansion démographique, les difficultés rencontrées par l'école de Mweka sont fort préoccupantes, surtout si l'on considère la générosité des Autorités tanzaniennes. La réussite de ces deux écoles est capitale.

Le volume traitant du Nouveau Monde contient des documents examinant le rôle des aires protégées et certaines des thèses les plus récentes à ce sujet. Robert et Christine

Prescott-Allen expliquent l'importance des aires protégées pour la conservation des ressources génétiques, c'est-à-dire les caractéristiques des animaux et des végétaux qui se transmettent d'une génération à l'autre et sont utiles à l'homme. Norman Myers relève certaines des richesses les moins connues de la vie marine: saviez-vous que l'on a isolé une substance contenue dans le poulpe qui soulage l'hypertension et que l'on se sert du calamar dans la recherche sur le système nerveux? Oscar Pollard et Leslie Brownrigg étudient les aires protégées dans leurs rapports avec le développement économique et avec la survie des groupes culturels locaux. Ces brefs articles viennent étayer la théorie selon laquelle les aires protégées, pour ne pas disparaître et pour prospérer doivent contribuer au développement économique et à l'amélioration du bien-être de l'homme par tous les moyens possibles.

Les deux ouvrages commencent par un résumé de la réunion examinée et un compte rendu des travaux de la Commission. Viennent ensuite des rapports détaillés des sessions comprenant les documents présentés, souvent résumés ou raccourcis. Un chapitre, intitulé «Developing Management Capability», est axé sur la formation, la médaille de la valeur pour les parcs nationaux et comprend un questionnaire de la CPNAP sur la gestion des parcs. Un paragraphe sur l'aide internationale cite le programme de l'UICN/WWF et examine les activités de l'Unesco en rapport avec les aires protégées de la région, en particulier dans le cadre de la Convention sur le Patrimoine mondial et le programme MAB.

Dans la Liste des Nations Unies, les aires protégées sont rangées dans une des dix catégories de gestion et dans une «province biogéographique». Cette dernière initiative respecte le plan bien connu de M. Udvardy. Tout biologiste se doit d'admirer les risques pris par un collègue qui prépare une classification mondiale des écosystèmes mais cette classification a des limites en botanique. Il me semble que cela vient d'une impossibilité totale à relier les classifications biogéographiques et structurelles. La Commission devrait peut-être envisager d'affiner son analyse des parcs, dans une prochaine phase, en utilisant également des classifications plus précises de la végétation. A mon avis, la «végétation» est le concept qui relie le mieux entre elles la plupart des conceptions de la conservation des habitats. Dans beaucoup de cas, en protégeant la végétation, on assurera la prospérité des espèces. La CPNAP pourrait utiliser les cartes de végétation très détaillées qui sont en préparation ou déjà terminées au niveau régional. A mesure que la conservation progresse, la nécessité d'établir des comparaisons entre continents, par exemple entre l'Afrique et l'Amérique du Sud se fait moins pressante tandis que celle de déterminer des priorités plus précises à l'intérieur d'un pays ou d'une région est davantage ressentie.

Mais trêve de bavardage! Ces rapports mettent en évidence le domaine où l'UICN a le mieux réussi: mobiliser toutes les ressources de l'Union dans un but limité et

précis. Les rapports rassemblent l'information de base — préparée par la branche responsable des aires protégées à l'intérieur du Centre de la surveillance continue de la conservation de l'UICN et qui sera publiée sous forme de répertoires régionaux — et les propositions y relatives du programme de l'UICN/WWF, c'est-à-dire le Livre gris. Ils serviront à propager l'objectif de la Commission concernant la promotion des aires protégées dans le monde entier et les efforts à entreprendre en leur faveur.

Les deux livres peuvent être obtenus auprès du service des publications de l'UICN à Gland, Suisse. □

Ces critiques ont été préparées par Hugh Synge. M. Synge travaille pour le Centre de la surveillance continue de la conservation de l'UICN, à Kew, au Royaume-Uni.

Commerce international: Coraux et coquillages d'ornement

Les ouvrages *International Trade in Coral* et *International Trade in Ornamental Shells* de Susan Wells ont été publiés par le Centre de la surveillance continue de la conservation et sont disponibles en anglais (prix unitaire: 5 dollars plus frais d'expédition) auprès du Service des publications de l'UICN à Gland, Suisse.

Susan Wells souligne que l'analyse des statistiques du commerce international révèle que celui du corail s'est considérablement accru. Elle indique que le commerce des mollusques devrait être géré sur la base d'un rendement durable. Il est nécessaire de poursuivre la recherche sur la distribution et l'écologie des espèces à valeur commerciale. □

Comment obtenir les publications de l'UICN

L'UICN a rompu son contrat de publication avec Bowker, Royaume-Uni et sera dorénavant son propre distributeur pour les ventes en dehors des Amériques.

Pour les Amériques et les Caraïbes, toute question concernant les publications de l'UICN doit être adressée à:

UNIPUB
345 Park Avenue South
New York, New York, 10010 Etats-Unis

Pour le reste du monde, les demandes doivent être adressées à:

UICN
Service des publications
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland, Suisse